



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/6/Rev.1
25 octobre 2007

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante troisième réunion
Montréal, 26 – 29 novembre 2007

**ÉTAT/PERSPECTIVES DES PAYS VISÉS À L'ARTICLE 5
À SE CONFORMER AUX MESURES DE RÉGLEMENTATION
INITIALES ET INTERMÉDIAIRES DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

SOMMAIRE ANALYTIQUE

- Tous les pays risquant de ne pas atteindre les réductions provisoires avant 2010 sont visés par des projets approuvés et des activités pour réaliser ces objectifs dans les plans d'action 2007-2009 à l'exception de la Guinée équatoriale et de la Somalie, pour les halons.
 - 21 pays n'ont pas encore fourni de données pour l'année 2006, de sorte que leurs perspectives à se conformer ont été évaluées à partir des données de l'année précédente.
 - Les perspectives de conformité comprennent pour la première fois, de l'information sur la date d'approbation des activités qui permettront de réaliser la conformité et l'existence ou l'absence d'un programme de permis au pays.
- En ce qui concerne l'information sur les pays pouvant éprouver des problèmes de conformité dont tient compte le Comité d'application :
 - Le tableau 8 du document signale les situations de non-conformité possible déterminées à partir des données récemment déclarées sur les mesures de réglementation de 2006 pour les CFC en Inde (à partir des données communiquées en vertu de l'article 7) et les Îles Salomon (à partir des données relatives au programme de pays); les halons en Éthiopie (programme de pays) et en Somalie (article 7), et le tétrachlorure de carbone en Bolivie (article 7) et au El Salvador (article 7).
 - Quatre-vingts des 95 points concernant les pays visés à l'article 5 examinés par le Comité d'application lors de ses réunions en 2007 ont été réglés et 15 n'ont pas encore été réglés.
 - En ce qui concerne les décisions exigeant des mesures de réglementation (dont des rapports/précisions au sujet de l'établissement de programmes de permis, des quotas et des interdictions touchant l'équipement à base de SAO), 21 pays ont mis sur pied de tels programmes, sept rapportent qu'ils ne l'ont pas fait et trois déclarent ne pas avoir établi la réglementation et/ou les quotas requis.
- Les données sur la mise en œuvre des programmes de pays révèlent que :
 - Le Comité exécutif doit prendre action concernant environ 5 994 tonnes PAO des 9 156 tonnes PAO estimées pour 2006 (comprenant les données fournies en vertu de l'article 7 par huit pays qui n'ont pas déclaré de données relatives au programme de pays), excluant les HCFC.
 - La majeure partie de ces 5 994 tonnes PAO consiste en des CFC (2 659 tonnes PAO) et en du bromure de méthyle (3 277 tonnes PAO).
 - Les données relatives aux programmes de pays font état d'une consommation de 359 804 tonnes de HCFC (24 016 tonnes PAO). La consommation de HCFC a augmenté de 31 pour cent dans les pays ayant déclaré des données pour 2005 et 2006, tandis que la consommation de CFC a diminué de 20 pour cent.
 - 88 des 111 pays ayant fourni de l'information sur les plans de gestion des frigorigènes, les plans nationaux d'élimination et les plans de gestion de l'élimination finale font état de progrès dans leur mise en œuvre.
 - 67,7 pour cent des pays qui utilisent des appareils de récupération et de recyclage ont indiqué que les appareils fonctionnaient de façon « satisfaisante » ou « très satisfaisante ».
 - 53 529 techniciens en entretien d'équipement de réfrigération ont été formés.
 - Cent deux de 119 pays ayant communiqué de l'information sur les programmes de permis ont indiqué qu'ils étaient en exploitation (91 des 104 pays ayant déclaré des

données pour 2006 possédaient des programmes de pays en vigueur, et 85,7 pour cent de ceux-ci fonctionnaient de façon « satisfaisante » ou « très satisfaisante »).

- Au total, 10 792 agents de douane ont été formés.
- Le prix des CFC et des substances de remplacement est à la hausse dans la plupart des pays.
- Le document comprend également des propositions du Fonds sur l'évaluation du risque de non-conformité et de futurs retards dans la mise en œuvre.

Introduction

1. Ce document comprend quatre sections :
 - a) La section I a été préparée en réponse aux décisions 32/76 b) et 46/4 qui chargent au Secrétariat de préparer, pour chaque réunion du Comité exécutif, une mise à jour de l'état de conformité des pays visés à l'article 5 assujettis aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal.
 - b) La section II présente de l'information sur les pays visés à l'article 5 faisant l'objet de décisions des Parties et de recommandations du Comité d'application en ce qui a trait à la conformité.
 - c) La section III présente les données sur la mise en œuvre des programmes de pays dont une analyse de la consommation sectorielle des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Elle contient également une partie sur les caractéristiques des programmes nationaux d'élimination des SAO.
 - d) La section IV présente une proposition du Fonds multilatéral pour aborder le cas des pays à risque de non-conformité dans de futurs documents et inclure de l'information sur les retards dans la mise en œuvre des projets dans le document sur l'état/perspectives de conformité.
2. L'analyse effectuée et les conclusions tirées dans ce document ne portent pas atteinte à l'état de la conformité déterminé par la Réunion des Parties, seul organe habilité en la matière.
3. Les données déclarées en vertu de l'article 7 sont utilisées à la seule fin de déterminer annuellement l'état de la conformité. La présente analyse s'appuie sur des données de sources diverses communiquées au Secrétariat du Fonds dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de pays à différentes périodes de conformité, ainsi que sur des données fournies en vertu de l'article 7. Par conséquent, ce document ne détermine pas la conformité en tant que telle, mais évalue plutôt les perspectives que les pays visés à l'article 5 soient en situation de conformité par rapport à une ou plusieurs mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Son principal objectif est donc d'identifier les SAO non encore prises en charge par les mesures mises en place par le Fonds Multilatéral.

SECTION I : ANALYSE DE LA SITUATION/PERSPECTIVES DE CONFORMITÉ À PARTIR DES DONNÉES DISPONIBLES LES PLUS RECENTES

4. Cette partie présente les résultats de l'analyse de l'état de la conformité aux mesures de réglementation jusqu'en 2005 inclusivement, en ce qui concerne les CFC, les halons, le bromure de méthyle, le tétrachlorure de carbone et le méthyle chloroforme¹. L'analyse de l'état de la conformité tient pour acquis que les plus récentes données de consommation transmises tiennent

¹ Aucun projet n'a été recensé pour les substances du groupe I de l'annexe B. Le Comité n'a pas examiné de projets portant sur ces substances dont la valeur de référence doit réduire de 80 pour cent à partir de 2003, ni accordé de soutien financier à de tels projets.

compte de l'élimination réalisée dans le cadre des projets achevés approuvés par le Comité exécutif. En date de décembre 2006, 310 964 tonnes PAO avaient été éliminées dans le cadre des projets achevés, dont 54 177 tonnes PAO de production des CFC, 31 188 tonnes PAO de production de halons, 37 892 tonnes PAO de production du tétrachlorure de carbone et 5 tonnes PAO de production de bromure de méthyle. Les projets achevés étaient évalués à 1,47 milliard \$US, sur un montant total approuvé d'environ 1,95 milliard \$US. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/18, présenté à la 37^e réunion du Comité exécutif, contient une description détaillée de la méthode d'analyse utilisée.

5. L'analyse a utilisé les plus récentes données disponibles. Au 17 octobre 2007, 112 pays visés à l'article 5 avaient communiqué des données en vertu de l'article 7 (comparativement à 79 en août 2007). Treize autres pays ont fourni au Secrétariat du Fonds pour l'année 2006, des renseignements concernant uniquement les progrès réalisés dans la mise en œuvre de leur programme de pays (décision 17/34). Les plus récentes données de consommation fournies ont été utilisées pour les pays qui n'ont pas communiqué les données de 2006. Il s'agit des données fournies en vertu de l'article 7 de 2005 pour 20 pays et des données communiquées en vertu de l'article 7 fournies en 1998 pour un pays. L'analyse présume que les plus récentes données de consommation de SAO déclarées n'ont pas augmenté, même s'il convient de noter que certains des 21 pays dont les données de 2006 n'étaient pas disponibles, pourraient être en situation de non-conformité.

6. Les agences d'exécution bilatérales et multilatérales ont soumis à la 52^e réunion du Comité exécutif les rapports périodiques contenant des données sur l'état de la mise en œuvre de toutes les activités et tous les projets approuvés par le Comité exécutif jusqu'à la fin de 2006. Les données sur les approbations possibles pendant l'année 2007 proviennent du Plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2007-2009, comme modifié à la 51^e réunion.

7. Le Secrétariat du Fonds continuera de préparer toutes les données figurant dans les versions précédentes des rapports sur l'état et les perspectives de conformité utilisées par le Secrétariat aux fins d'analyse. Ces données sont disponibles sur demande. Le tableau 1 ci-dessous contient les autres catégories de données disponibles pour les CFC.

Tableau 1

AUTRES DONNÉES DISPONIBLES SUR DEMANDE

Région	Situation	Quantité nécessaire pour atteindre l'objectif à l'échéance	50 % de réduction des CFC	Quantité nécessaire pour atteindre la réduction de 50 % des CFC	85 % de réduction pour les CFC	Quantité nécessaire pour atteindre la réduction de 85 % des CFC	Élimination approuvée mais non mise œuvre (en date d'octobre 2005)	Date d'achèvement des projets approuvés	Élimination des SAO dans le plan d'activités final 2005	Plan de gestion des frigorigènes approuvé	Plan de gestion des frigorigènes visant 85 % réduction des CFC dans les pays à faible volume de consommation

SECTEUR DE LA PRODUCTION

8. Aucune analyse n'a été effectuée sur le secteur de la production car le Comité exécutif a déjà établi un processus spécifique aux projets de ce secteur. Parmi les huit pays visés à l'article 5 qui possèdent des installations de production des CFC, les gouvernements de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde, du Mexique, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République populaire démocratique de Corée et de la Roumanie ont conclu un accord portant sur des réductions à date fixe. Le gouvernement du Brésil a indiqué qu'il a fermé, sans aide, ses installations de production des CFC. Le gouvernement de la Chine a conclu un accord sur la production de halons et le gouvernement de l'Inde a reçu une subvention unique pour la fermeture de ses installations de halons.

9. Cinq pays (Brésil, Chine, Inde, République populaire démocratique de Corée et Roumanie) disposent d'une base de référence pour la production du tétrachlorure de carbone. Le Comité exécutif a déjà approuvé des projets visant l'élimination totale du tétrachlorure de carbone dans les secteurs de la production et de la consommation de quatre pays (Chine, Inde, République populaire démocratique de Corée et Roumanie). Un projet pour le secteur du tétrachlorure de carbone (solvants/agents de transformation) du Brésil figure dans le plan d'activités du PNUD pour l'année 2007.

10. Des projets visant l'élimination du bromure de méthyle ont été approuvés pour la Chine et la Roumanie, les seuls pays visés à l'article 5 dotés d'installations de production de cette substance. Le Comité exécutif a conclu un accord pour le secteur de la production avec les deux pays. Conformément à ces accords, la Chine doit réduire progressivement sa production jusqu'à l'élimination totale en 2015, tandis que la Roumanie doit atteindre la production nulle en 2006. Le gouvernement de la Roumanie a déclaré une production nulle du bromure de méthyle en 2005, après avoir arrêté la production de cette substance avant l'échéance stipulée dans son accord.

SECTEUR DE LA CONSOMMATION

11. Cette section présente un résumé des résultats d'une analyse détaillée du degré de non-conformité des pays ou du risque de se trouver en situation de non-conformité. Les données ayant servi à préparer ce résumé sont contenues dans l'annexe I qui fournit des informations détaillées par pays et par substance. L'annexe I précise aussi si ces pays ont reçu toute l'assistance que devait leur fournir le Comité exécutif.

12. L'évaluation de la conformité, à l'annexe I, présente pour la première fois de l'information sur la date d'approbation de l'activité qui mènera à la conformité et le fait que le pays ait indiqué ou non avoir mis sur pied un programme de permis. Cette information devrait permettre au Comité exécutif de mieux évaluer les perspectives de conformité des pays car la date d'approbation indique depuis combien de temps le projet ou l'accord est mis en œuvre et l'information sur la mise sur pied d'un programme de permis signifie qu'il existe des mesures pour assurer éventuellement la conformité, indépendamment du niveau de consommation actuel. L'information sur l'approbation du projet est tirée de l'Inventaire des projets approuvés. Les données sur la mise sur pied d'un programme de permis ont été fournies au Secrétariat de l'ozone (UNEP/OzL.Pro/ImpCom/39/4).

LES CFC

13. Un résumé de la situation des pays en ce qui concerne la conformité aux mesures de réglementation visant les CFC est présenté au tableau 2. Selon les plus récentes données de consommation communiquées, 145 pays peuvent déjà être considérés comme étant en situation de conformité; toutefois, 21 d'entre eux n'ont pas encore fourni leurs données pour 2006. Le tableau 2 présente les données fournies par types et des données sur les pays qui semblent en conformité. Il présente également des données sur les pays susceptibles de se trouver en situation de non-conformité répartis dans trois catégories : i) les pays dont la plus récente consommation dépasse le niveau de l'échéance, ii) les pays effectivement en situation de non-conformité ou risquant de ne pas satisfaire les mesures de réduction de 2005 parce que leur plus récente consommation dépasse à l'objectif de réduction de 50 pour cent et iii) les pays risquant de ne pas satisfaire les nouvelles mesures de réglementation parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 85 pour cent.

Tableau 2

MESURES DE RÉGLEMENTATION VISANT LES CFC : RÉSUMÉ DE LA CONFORMITÉ, DE LA NON-CONFORMITÉ OU DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

Données	Pays en conformité	Pays dont la plus récente consommation dépasse le niveau de l'échéance	Pays effectivement en situation de non-conformité ou à risque, en cas de non réalisation de la réduction de 2005 parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 50 %	Pays risquant de ne pas respecter les nouvelles mesures de réglementation parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 85 %
Plus récente consommation	145 pays	Bosnie-Herzégovine	6 pays : Bosnie-Herzégovine, Guinée équatoriale, Érythrée, Inde, Îles Salomon et République bolivarienne du Venezuela. La Bosnie-Herzégovine était en conformité avec son plan d'action*)	87 pays (77 pays, compte tenu des plans d'action approuvés)
Données de 2006 (en vertu de l'article 7 ou du programme de pays)	124 pays	Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine, Inde et Îles Salomon (Bosnie-Herzégovine était en conformité avec son plan d'action)	71 pays (63 pays, compte tenu des plans d'action approuvés)

* Le plan d'action permet à la Bosnie-Herzégovine de dépasser la réduction de 50 pour cent.

14. Tous les pays dont la plus récente consommation ne satisfait pas leurs mesures de réglementation, ou susceptibles d'être considérés en situation de non-conformité, ont bénéficié de l'appui du Fonds Multilatéral ou font l'objet de projets permettant d'atteindre leurs objectifs de conformité dans les plans d'activités de 2007-2009.

Halons

15. Le tableau 3 présente un résumé de la situation des pays en ce qui concerne la conformité aux mesures de réglementation visant les halons. Les données de consommation les plus récentes révèlent que 143 pays peuvent déjà être considérés comme étant en état de conformité. Soixante-quinze pays n'ont déclaré aucune consommation de halons entre 1995 et 2006. Cinquante-six pays ont bénéficié d'un appui pour les activités liées aux banques de halons ou aux accords d'élimination, dont les pays participant aux banques régionales de halons. Le tableau 3 présente les données fournies par types et recense les pays qui semblent en conformité. Les pays susceptibles de se trouver en situation de non-conformité ont été répartis dans les deux catégories suivantes : i) les pays dont la plus récente consommation dépasse le niveau de l'échéance et ii) les pays effectivement en situation de non-conformité ou qui risquent de ne pas satisfaire les mesures de réglementation de 2005 parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 50 pour cent.

Tableau 3

MESURES DE RÉGLEMENTATION VISANT LES HALONS : RÉSUMÉ DE LA CONFORMITÉ, DE LA NON-CONFORMITÉ OU DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

Données	Pays en conformité	Pays dont la plus récente consommation dépasse le niveau de l'échéance pour les halons	Pays risquant de ne pas atteindre l'objectif de réduction de 50% pour les halons
Plus récente consommation	143 pays (68 pays ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	Trois pays (Guinée équatoriale (selon les données de 1998), Jamahiriya arabe libyenne (selon les données de 2005 mais en conformité aux objectifs du plan d'action) et Somalie	Quatre pays: Éthiopie, Guinée équatoriale (selon les données de 1998), Jamahiriya arabe libyenne (selon les données de 2005 mais en conformité avec les exigences de 2005 de son plan d'action) et Somalie.
Données 2006 (en vertu de l'article 7 ou du programme de pays)	124 pays (57 pays ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	Somalie	Éthiopie et Somalie

16. Tous les pays dont la plus récente consommation ne satisfait pas leurs mesures de réglementation ont bénéficié de l'appui du Fonds multilatéral, à l'exception de la Guinée équatoriale et la Somalie. Une activité sera mise au programme pour la Somalie lorsque les conditions seront propices à une activité durable. La Guinée ne fait l'objet d'aucune activité dans les plans d'activités de 2007.

Bromure de méthyle

17. Le tableau 4 présente un résumé de la conformité des pays aux mesures de réglementation visant le bromure de méthyle (excluant les activités sanitaires et préalables à l'expédition). Les 136 pays visés à l'article 5 ayant ratifié l'Amendement de Copenhague ont fourni toutes les données de référence. Parmi ces 136 pays, 55 ont déclaré une valeur nulle pour

la consommation de référence et pour la plus récente consommation. Quatre-vingt-dix-huit pays visés à l'article 5 ont bénéficié de l'appui du Fonds multilatéral pour les activités et/ou les projets liés au bromure de méthyle. Le tableau 4 présente les données fournies par types et recense les pays qui semblent en conformité. Il présente également les pays susceptibles de se trouver en situation de non-conformité répartis dans les deux catégories suivantes : i) les pays dont la plus récente consommation dépasse le niveau de l'échéance et ii) les pays susceptibles d'être en situation de non-conformité ou qui risquent de ne pas satisfaire les mesures de réglementation de 2005, parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 20 pour cent.

Tableau 4

**MESURES DE RÉGLEMENTATION VISANT LE BROMURE DE METHYLE :
RÉSUMÉ DE LA CONFORMITÉ, DE LA NON-CONFORMITÉ OU
DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ***

Données	Pays en conformité	Pays dont la plus récente consommation du BM est supérieure au niveau de référence	Pays risquant de ne pas atteindre l'objectif de réduction de 20% du bromure de méthyle
Plus récente consommation	141 pays (81 ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	Trois pays: Honduras, Jamahiriya arabe libyenne et Arabie saoudite (le Honduras et la Jamahiriya arabe libyenne étaient en conformité avec leurs plans d'action).	Cinq pays: Fidji, Guatemala, Honduras, Jamahiriya arabe libyenne et Arabie saoudite (excluant, le Fidji, le Guatemala, le Honduras et la Jamahiriya arabe libyenne qui étaient en conformité avec les exigences de leurs plans d'action, compte tenu de leur plus récente consommation)
Données de 2006 (en vertu de l'article 7 ou du programme de pays)	123 pays (72 pays ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	Honduras (le Honduras était en conformité avec son plan d'action).	Trois pays: Fidji, Guatemala et Honduras (excluant le Fidji, le Guatemala et le Honduras qui étaient en conformité avec les exigences de leurs plans d'action de 2006)

* Ce tableau vise les 144 pays visés à l'article 5 qui ont communiqué leurs valeurs de référence et leurs plus récentes données de consommation.

18. Tous les pays dont la plus récente consommation est supérieure aux limites de leurs mesures réglementation ont bénéficié de l'appui du Fonds Multilatéral, à l'exception de l'Arabie saoudite qui a demandé l'assistance du Fonds multilatéral en 2006 et pour laquelle la préparation d'un projet de programme de pays/plan national d'élimination a été approuvé lors de la 49^e réunion du Comité exécutif.

Tétrachlorure de carbone

19. Le tableau 5 présente un résumé de la conformité des pays aux mesures de réglementation visant le tétrachlorure de carbone. Les données résumées ne comprennent pas les matières premières et ne sont pas détaillées en fonction des utilisations (comme les solvants et les agents de transformation). Parmi les 144 pays ayant communiqué les données de référence, 87 pays ont déclaré des valeurs nulles pour leur niveau de référence et leur consommation la plus récente. Le tableau 5 présente les données fournies par types et recense les pays qui semblent en conformité. Il met également en évidence les pays susceptibles d'être en situation de

non-conformité ou risquant de ne pas satisfaire les mesures de réglementation de 2005, parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 85 pour cent.

Tableau 5

MESURES DE RÉGLEMENTATION VISANT LE TÉTRACHLORURE DE CARBONE : RÉSUMÉ DE LA CONFORMITÉ, DE LA NON-CONFORMITÉ OU DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

Données	Pays en conformité	Pays susceptibles d'être en non-conformité ou risquant de ne pas satisfaire les mesures de réglementation de 2005, parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 85%.
Plus récente consommation	140 pays (53 ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	Quatre pays : Bolivie, République démocratique du Congo, El Salvador et Émirats arabes unis (la République démocratique du Congo était en conformité à son plan d'action)
Données 2006 (en vertu de l'article 7 ou du programme de pays)	121 pays (48 pays ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	Bolivie, République démocratique du Congo et El Salvador (République démocratique du Congo était en conformité avec son plan d'action)

20. La préparation du projet d'un plan de gestion d'élimination finale du tétrachlorure de carbone pour le El Salvador été approuvée. Le gouvernement des Émirats arabes unis a été prié de s'abstenir de demander un appui au Fonds Multilatéral. Tous les autres pays susceptibles de se trouver en situation de non-conformité ont déjà bénéficié de l'appui d Fonds Multilatéral.

Méthyle chloroforme

21. Le tableau 6 présente un résumé de la conformité des pays aux mesures de réglementation visant le méthyle chloroforme. Parmi les 144 pays ayant communiqué les données de référence, 102 ont déclaré des valeurs nulles pour leur niveau de référence et leur consommation la plus récente. Le tableau 6 présente les données fournies par types et recense les pays qui semblent en conformité. Il regroupe les pays susceptibles de se trouver en situation de non-conformité dans les deux catégories suivantes : i) les pays dont la plus récente consommation dépasse le niveau de l'échéance et ii) les pays susceptibles d'être en état de non-conformité ou qui risquent de ne pas satisfaire les mesures de réglementation de 2005, parce que leur plus récente consommation dépasse l'objectif de réduction de 30 pour cent.

Tableau 6

**MESURES DE RÉGLEMENTATION VISANT LE MÉTHYLE CHLOROFORME :
RÉSUMÉ DE LA CONFORMITÉ, DE LA NON-CONFORMITÉ OU
DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ**

Données	Pays en conformité	Pays dont la plus récente consommation de méthyle chloroforme dépasse le niveau de l'échéance	Pays susceptibles d'être en non-conformité ou risquant de ne pas atteindre l'objectif de réduction de 30%.
Plus récente consommation	144 pays (42 pays ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	S.o.	République démocratique du Congo (en conformité avec son plan d'action).
Données de 2006 (en vertu de l'article 7 ou du programme de pays)	124 pays (36 ont déclaré une certaine consommation et ont une valeur de référence)	S.o.	République démocratique du Congo (en conformité avec son plan d'action).

22. Le seul pays susceptible de ne pas atteindre l'objectif de réduction de 30 pour cent de la consommation de référence du méthyle chloroforme est la République démocratique du Congo. Le gouvernement de la République démocratique du Congo a déjà bénéficié de l'appui du Fonds Multilatéral à cet effet.

SECTION II : ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DANS LES PAYS VISÉS PAR LES DÉCISIONS DES PARTIES EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ ET LES PAYS QUI POURRAIENT ÊTRE EN SITUATION DE NON-CONFORMITÉ

23. Cette section traite des pays de l'article 5 qui sont visés par les décisions sur la conformité et les pays susceptibles de ne pas respecter ces décisions.

24. Quatre-vingt-quinze problèmes liés à la conformité (dont trois demandes de révision des valeurs de référence) ont été recensés dans 61 pays dont le suivi a été pris en charge par le Comité d'application en 2007. Ces problèmes portent sur les questions de réglementation (les programmes de permis et les quotas, et les interdictions d'importer de l'équipement à base de SAO), la communication des données, la conformité aux mesures de réglementation/plans d'action par substance, le non-conformité future prévue, les demandes de précisions concernant les plans d'action et la modification des valeurs de référence.

25. Les plans d'action sont approuvés par les Parties afin de faciliter le retour à la conformité des pays qui, dans le passé, se sont trouvés en situation de non-conformité. Les plans d'action comportent souvent des objectifs de consommation différents de ceux fixés par les mesures de réglementation pour les pays visés à l'article 5.

26. Le tableau 7 révèle que tous les pays sauf quinze ont déclaré être en conformité avec leur plan d'action ou ont communiqué l'information demandée par le Comité d'application.

Tableau 7

ÉTAT DE CONFORMITÉ PAR RAPPORT AU PLAN D'ACTION

Question liée à la conformité	Oui	Non	Oui, mais des précisions supplémentaires sont demandées	Oui, déclaration d'aucun programme	Oui rapport, oui programme de permis, non réglementation (opérationnalisation)	Oui rapport, non réglementation	Oui rapport, oui risque pour les années futures	Total
Demande de révision de la valeur de référence		1						1
Demande de révision de la valeur de référence du tétrachlorure de carbone	1							1
Demande de révision de la valeur de référence du bromure de méthyle			1					1
Élimination des CFC	18	1	1					20
Plan d'action pour l'élimination des CFC	1							1
Élimination des CFC (non-conformité future prévue)							1	1
Élimination du tétrachlorure de carbone	8	2						10
Plan d'action pour l'élimination du tétrachlorure de carbone	1							1
Déclaration des données	7							7
Élimination des halons	4	2						6
Élimination du bromure de méthyle	7	1						8
Plan d'action pour l'élimination du bromure de méthyle		1						1
Élimination du bromure de méthyle	1							1
Élimination du méthyle chloroforme	5							5
Mesures de réglementation	12	7		9	2	1		31
Total	65	15	2	9	2	1	1	95

27. Vingt et un pays priés de remettre un rapport sur l'état de la mise sur pied d'un programme de permis, de quotas ou d'interdictions visant l'équipement ont mis sur pied un de ces programmes, sept ont déclaré ne pas l'avoir fait et trois ont déclaré ne pas avoir établi la réglementation ni les quotas requis.

CONFORMITÉ SELON LES DONNÉES DU PROGRAMME DE PAYS

28. Les données relatives au programme de pays fournissent des informations par secteur. Les pays qui ont utilisé le nouveau mode de présentation du rapport ont fourni des informations

sur le fonctionnement du programme de permis, les quantités représentées par les quotas d'importation qui ont été attribués et l'existence d'un système de quotas et/ou sur l'enregistrement des importateurs, le cas échéant. Le nombre d'agents des douanes et de formateurs formés est également indiqué. Des informations sont également fournies sur l'évolution du plan de gestion des frigorigènes et sur le fonctionnement de l'équipement de récupération et de recyclage, la quantité de SAO récupérée et réutilisée, ainsi que sur le nombre de techniciens en réfrigération (et de formateurs) formés et accrédités. Le nouveau mode de présentation indique aussi le nombre d'utilisateurs qui ont fait convertir leur équipement à base de SAO, et fournit les prévisions en ce qui concerne la conformité aux futures mesures de réglementation.

29. Le tableau 8 recense les pays qui ne semblent pas avoir respecté une mesure de réglementation ou un niveau de consommation indiqué dans un plan d'action approuvé par les Parties pour 2006. Il précise aussi également la source des données fournies : en vertu de l'article 7 ou relatives au programmes de pays.

Tableau 8

PAYS OU LES DONNÉES DE CONSOMMATION DE 2006 NE RESPECTENT PAS LES MESURES DE RÉGLEMENTATION OU LES OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION

CFC						
Pays	Valeur de référence	50 % de réduction des CFC	Consommation la plus récente	Objectif du plan d'action de 2006	Année de la consommation la plus récente	Source
Bosnie-Herzégovine	24,2	12,1	32,6	33,00	2006	A7
Inde	6 681,0	3 340,5	3 411,8		2006	A7
Îles Salomon	2,0	1,0	1,4		2006	PP
HALONS						
Pays	Valeur de référence	50 % de réduction des halons	Consommation la plus récente	Objectif du plan d'action de 2006	Année de la consommation la plus récente	Source
Éthiopie	1,1	0,6	1,0		2006	PP
Somalie	17,7	8,9	18,8		2006	A7
BROMURE DE MÉTHYLE						
Pays	Valeur de référence	20 % de réduction du bromure de méthyle	Consommation la plus récente	Objectif du plan d'action de 2006	Année de la consommation la plus récente	Source
Fidji	0,7	0,6	0,7	1,30	2006	A7
Guatemala	400,7	320,6	333,4	400,70	2006	A7
Honduras	259,4	207,5	284,6	295,80	2006	A7
TÉTRACHLORURE DE CARBONE						
Pays	Valeur de référence	85 % de réduction du tétrachlorure de carbone	Consommation la plus récente	Objectif du plan d'action de 2006	Année de la consommation la plus récente	Source
Bolivie	0,3	0,0	0,2		2006	A7
République démocratique du Congo	15,3	2,3	16,5	16,50	2006	A7
El Salvador	0,0	0,0	0,1		2006	A7

MÉTHYLE CHLOROFORME						
Pays	Valeur de référence	30 % de réduction du méthyle chloroforme	Consommation la plus récente	Objectif du plan d'action de 2006	Année de la consommation la plus récente	Source
République démocratique du Congo	4,8	3,4	4,0	4,00	2006	A7

30. Le tableau 8 révèle que treize pays qui semblent être en situation de non-conformité aux mesures de réglementation sont en conformité avec le plan d'action approuvé par la Réunion des Parties pour favoriser le retour à la conformité. D'après les données communiquées en vertu de l'article 7 pour le bromure de méthyle, le Fidji, le Guatemala et le Honduras sont en conformité aux objectifs de leur plan d'action, et d'après les données communiquées en vertu de l'article 7 pour le tétrachlorure de carbone et le méthyle chloroforme, la République démocratique du Congo est en conformité aux objectifs de son plan d'action. De plus, d'après les données communiquées en vertu de l'article 7 pour les CFC, la Bosnie-Herzégovine est en conformité aux objectifs de son plan d'action.

31. Le tableau 8 révèle aussi la non-conformité possible de l'Inde (d'après les données communiquées en vertu de l'article 7) et des îles Salomon (d'après les données relatives au programme de pays) aux mesures de réglementation de 2006 pour les CFC, de l'Éthiopie (programme de pays) et de la Somalie (article 7) aux mesures de réglementation visant les halons, et de la Bolivie (article 7) et du El Salvador (article 7) aux mesures de réglementation visant le tétrachlorure de carbone.

DONNÉES POUR 2006

32. D'après les données de 2006, deux pays pourraient être en situation de non-conformité aux mesures de réglementation pour les pays visés à l'article 5. Les données communiquées en vertu de l'article 7 déclarées par la Somalie révèlent une consommation de 50 pour cent de plus que sa valeur de référence pour les halons. Le El Salvador semble avoir dépassé la mesure de réglementation pour le tétrachlorure de carbone.

33. Le El Salvador a fourni des données en vertu de l'article 7 pour 2006. Depuis 1986, ce pays a déclaré une consommation nulle de tétrachlorure de carbone, sauf en ce qui concerne l'année en cours et 1993. Le El Salvador a fourni des renseignements sur son programme national d'élimination dans son rapport 2006 sur le programme de pays. Dans ce rapport, le El Salvador a indiqué avoir formé 40 agents des douanes, mis en place un programme de permis pour l'importation et l'exportation des SAO en vrac, des procédures réglementaires pour la collecte des données sur les SAO et la préparation des rapports, et institué les permis pour l'importation des CFC en vrac. Il a aussi institué un système de quota pour le tétrachlorure de carbone. Le El Salvador dispose de registres pour les importateurs des SAO et utilise une base des données sur les quotas d'importation et les importations réelles réparties entre le bureau de l'ozone et le service des douanes. En 2006, le El Salvador a indiqué que son système de permis d'importation ne fonctionnait « pas très bien ».

34. Le PNUD prépare en ce moment un plan de gestion de l'élimination finale pour le El Salvador. Le Comité exécutif a approuvé la préparation du projet en avril 2006, sous réserve

qu'il soit demandé au PNUD d'inclure des contrôles des importations du bromure de méthyle, du tétrachlorure de carbone et/ou du méthyle chloroforme, ainsi que des CFC dans ses systèmes d'autorisation, conformément à la décision 47/10 e), lors de l'élaboration du plan de gestion de l'élimination finale et aussi plus tard, lors de sa mise en œuvre. Aucun financement n'a été décaissé en 2006. Le rapport périodique du PNUD à la 52^e réunion montre que la préparation du plan de gestion de l'élimination finale avait été retardée en raison de la lenteur dans l'exécution de la mise à jour du plan de gestion des frigorigènes. Le projet de plan de gestion de l'élimination finale devait être soumis à la dernière réunion de 2007. Étant donné la possibilité d'une non-conformité du El Salvador à ses objectifs de consommation de tétrachlorure de carbone, le PNUD et le PNUE proposent un plan de gestion de l'élimination finale à la 53^e réunion.

35. En Somalie, une activité concernant les halons sera présentée lorsque les conditions seront propices à une activité durable.

INFORMATIONS CONTENUES DANS L'ANNEXE II

36. L'annexe II présente les informations recueillies sur les pays visés par les décisions des Parties sur la conformité, et qui n'ont pas respecté les mesures stipulées dans les décisions, ou qui pourraient être en situation de non-conformité. L'information de l'annexe II est présentée par situation et par pays.

37. L'annexe II comporte également une colonne intitulée « Observations du Fonds Multilatéral » qui fournit des informations provenant des rapports sur les programmes de pays soumis par les Bureaux nationaux de l'ozone, des informations provenant des agences d'exécution multilatérales et bilatérales, ainsi que des données provenant des plus récents rapports de situation et des rapports périodiques, et relatives à cette question.

SECTION III: DONNÉES SUR LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES DE PAYS

38. La section III présente les données recueillies sur la mise en œuvre des programmes de pays. Ces données doivent être soumises au Secrétariat du Fonds au plus tard le 1^{er} mai de chaque année. Elles comprennent les données de consommation des SAO détaillées par secteur. Cette section présente également des informations complémentaires sur les caractéristiques des programmes d'élimination des SAO des pays.

DONNÉES SUR LA CONSOMMATION DES SAO, PAR SECTEUR

39. Les données sur la consommation des SAO par secteur sont soumises chaque année au Secrétariat du Fonds par les pays visés à l'article 5, en vertu des décisions des 11^e, 13^e, 22^e, 28^e, 29^e et 30^e et 46^e réunions du Comité exécutif. Au 17 octobre 2007, le Secrétariat avait reçu les rapports sur la mise en œuvre pour l'année 2006 de 109 des 142 pays tenus de remettre un rapport. Les pays suivants n'ont jamais communiqués de données sur les programmes de pays : Arabie saoudite, Érythrée, Guinée équatoriale, Monténégro, Mozambique (remise de la section D pour 2006 seulement), Myanmar, Somalie et Vanuatu. Bon nombre de ces pays sont des Parties relativement nouvelles au Protocole de Montréal. Néanmoins, le Comité exécutif pourrait encourager ces pays à communiquer les données recueillies sur les programmes de pays, étant

donné que le renouvellement du renforcement des institutions dépend de la réception de ces données.

40. Le Secrétariat a rassemblé ces données dans le mode de présentation en vigueur et a utilisé des données provenant de rapports antérieurs pour les pays n'ayant pas communiqué de données pour 2006. Ainsi, 20 rapports sur 2005, deux rapports sur 2004 et trois rapports sur 2003 sont également utilisés.

41. La base des données des programmes de pays est disponible en fichier Microsoft Excel 2002 sur le site web (www.multilateralfund.org) et sur l'Intranet du Secrétariat du Fonds.

42. Bien que les niveaux de consommation enregistrés proviennent d'années différentes et peuvent ne pas correspondre nécessairement aux données communiquées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal, les informations sur les programmes des pays offrent néanmoins l'évaluation sectorielle la plus récente par pays et à l'échelle mondiale. Ces données devraient aider les pays visés à l'article 5 concernés ainsi que le Comité exécutif à évaluer les quantités qui restent à éliminer dans les différents secteurs.

43. Le tableau 9 présente le total de la consommation restante de SAO à éliminer par secteur, après avoir tenu compte des projets approuvés mais non encore mis en œuvre. Il indique également la consommation totale à éliminer dans le cadre des projets approuvés mais non encore achevés, ainsi que le pourcentage du solde à éliminer (par secteur).

Tableau 9

TOTAL DE LA CONSOMMATION RESTANTE PAR SECTEUR

Secteur	Total de la consommation la plus récente	Pourcentage du total de la consommation la plus récente	Élimination totale approuvée mais inachevée	Quantité restante à éliminer	Pourcentage de la quantité restante par rapport au total de la consommation la plus récente
Aérosols	925,8	2,4 %	1 183,8	*	S.o.
Mousses	7 254,8	19,0 %	1 186,2	6 068,6	83,6 %
Fumigènes	4 142,4	10,9 %	2 269,1	1 873,3	45,2 %
Halons	1 783,6	4,7 %	5 937,5	*	S.o.
Utilisations en laboratoire	570,0	1,5 %	0,0	570,0	100,0 %
Inhalateurs à doseur	1 884,5	4,9 %	0,0	1 884,5	100,0 %
Agents de transformation	898,6	2,4 %	439,7	458,9	51,1 %
Réfrigération	19 111,8	50,1 %	6 186,5	12 925,3	67,6 %
Solvants	1 582,6	4,1 %	223,0	1 359,6	85,9 %
Stérilisants	0,0	0,0 %	0,0	0,0	S.o.
Tabac	21,3	0,1 %	0,0	21,3	100,0 %
Total	38 175,4	100,0 %	17 425,8	20 749,6	54,4 %

* Élimination approuvée autre que la plus récente consommation.

44. L'élimination totale approuvée mais non mise en œuvre (indiquée au tableau 9) ne comprend pas l'élimination approuvée en principe dans les accords pluriannuels ni les éliminations qui devraient découler de la mise en œuvre des plans de gestion des frigorigènes ou des banques de halons. Outre l'élimination déjà financée, le Comité exécutif a approuvé en principe des projets d'élimination nationaux et sectoriels pour lesquels des tranches annuelles sont décaissées en fonction de la réalisation des réductions prévues.

45. L'élimination associée aux futures tranches annuelles visera une part importante de la quantité restante recensée dans le tableau 9. De plus, les plans de gestion des frigorigènes des pays à faible volume de consommation représentent 85 pour cent de la consommation de référence de ces pays. Toutefois, les données des projets approuvés mais non mis en œuvre ne tiennent pas compte de toutes ces quantités. Aussi, l'élimination approuvée mais non mise en œuvre indiquée au tableau 9 ne comprend pas une part de la consommation de halons pour les pays bénéficiant déjà d'un projet de banque de halons.

46. Le tableau 10 indique la consommation restante par substance, qui n'a pas encore été prise en charge par le Comité exécutif, après avoir tenu compte des accords pluriannuels, des plans de gestion des frigorigènes des pays à faible volume de consommation et des banques de halons.

Tableau 10

**CONSOMMATION RESTANTE TOTALE DE SAO PAR SUBSTANCE,
SELON LES DONNÉES DES PROGRAMMES DE PAYS**

**(APRÈS AVOIR TENU COMPTE DES ÉLIMINATIONS DÉCOULANT
DES PLAN DE GESTION DES FRIGORIGÈNES, DES PAYS À FAIBLE VOLUME DE
CONSOMMATION, DES BANQUES DE HALONS, DES PROJETS D'ÉLIMINATION
TOTALE ET DES ACCORDS PLURIANNUELS APPROUVÉS EN PRINCIPE)**

Substance	Consommation restante de SAO (tonnes PAO)
CFC	1 604,6
Tétrachlorure de carbone	4,2
Halons	0,0
Bromure de méthyle	3 248,8
Trichloroéthane	5,1
Total	4 862,7

47. Il convient de rappeler que le document soumis à la 50^e réunion du Comité exécutif indiquait que, selon les dernières données des programmes de pays et en tenant compte des projets approuvés mais non mis en œuvre, il restait encore 7 609,3 tonnes PAO à éliminer. La réduction de la consommation de 2 746,6 tonnes PAO est attribuable aux approbations des 50^e, 51^e et 52^e réunions du Comité exécutif et aux données de consommation actualisées reçues depuis la publication du document pour examen à la 50^e réunion. La consommation restante des SAO est associée aux 134 pays visés à l'article 5 qui ont fourni des informations sur les

programmes de pays. Les huit pays qui n'ont pas communiqué les données relatives aux programmes de pays peuvent aussi demander l'appui du Fonds Multilatéral. Se fondant sur les données communiquées en vertu de l'article 7 pour ces huit pays, la quantité totale restante de SAO semble être de 5 994 tonnes PAO, comme indiqué dans le tableau 11, si l'on tient compte de l'élimination réalisée dans le cadre des plans de gestion des frigorigènes dans les pays à faible volume de consommation, les banques de halons, les projets d'élimination complète et les accords pluriannuels approuvés en principe, ce qui représente 9 156 tonnes de moins que la quantité déclarée à la 50^e réunion.

Tableau 11

**CONSOMMATION RESTANTE DES SAO PAR SUBSTANCE
SELON LES PROGRAMMES DE PAYS ET LES DONNÉES FOURNIES
EN VERTU DE L'ARTICLE 7**

**(APRÈS AVOIR TENU COMPTE DES ÉLIMINATIONS ASSOCIÉES AUX PLANS DE
GESTION DES FRIGORIGÈNES DES PAYS À FAIBLE VOLUME DE
CONSOMMATION, DES BANQUES DE HALONS, DES PROJETS D'ÉLIMINATION
TOTALE ET DES ACCORDS PLURIANNUELS APPROUVÉS EN PRINCIPE)**

Substance	Consommation restante de SAO (tonnes PAO)
CFC	2 658,6
Tétrachlorure de carbone	6,1
Halons	48,1
BM	3 277,3
Trichloroéthane	3,9
Total	5 994,0

Données sur le HCFC

48. Le tableau 12 présente le volume de HCFC consommé, selon les données disponibles les plus récentes. Il indique une consommation de 359 804 tonnes de HCFC (24 016 tonnes PAO) comprenant surtout du HCFC-22 (59 pour cent du volume total) et du HCFC-141b (33,4 pour cent).

Tableau 12

**PLUS RÉCENTES DONNÉES SUR LA CONSOMMATION DE HCFC,
PAR SUBSTANCE**

Substance	Tonnes	Tonnes PAO	Pourcentage du total
HCFC-121	6,80	0,27	0,0 %
HCFC-123	1 426,30	28,53	0,1 %
HCFC-124	392,93	15,72	0,1 %
HCFC-141b	72 874,73	8 016,22	33,4 %

Substance	Tonnes	Tonnes PAO	Pourcentage du total
HCFC-142b	26 989,76	1 754,33	7,3 %
HCFC-21	1,35	0,05	0,0 %
HCFC-22	257 776,82	14 177,72	59,0 %
HCFC-225	335,06	23,45	0,1 %
Total	359 803,74	24 016,30	100,0 %

49. Les quantités indiquées dans ce rapport sont fondées sur les données de 2006 provenant de 109 pays. La consommation de ces pays a augmenté de 72 286 tonnes (5 346 tonnes PAO), ce qui représente un accroissement de 31 pour cent par rapport aux données de 2005. Par contre, la consommation des CFC a baissé de 20 pour cent dans les pays qui ont fourni des données en 2005 et 2006.

CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES NATIONAUX D'ÉLIMINATION

50. Le nouveau mode de présentation du rapport sur les données relatives aux programmes de pays adopté par la décision 46/39 donne aux Bureaux nationaux de l'ozone la possibilité d'évaluer les perspectives de conformité sous un angle quantitatif et qualitatif.

Rigueur dans les données

51. Il s'agit de la deuxième année d'utilisation du nouveau mode de communication des données sur les programmes de pays. Après la première année d'utilisation et en raison la réponse assez timide, le Comité exécutif a pris deux décisions pour améliorer la conformité au nouveau mode de présentation. Suite à l'examen de la question du nouveau mode de présentation aux réunions de réseaux régionaux (selon la décision 49/5), à l'élaboration d'un guide et d'un programme offerts à même le site Web expliquant la manière de transmettre les données (décision 50/4) et la nouvelle obligation de communiquer les données avant l'approbation à la dernière réunion de l'année (décision 52/5 d)), 105 des 109 pays qui avaient communiqué les données de 2006 ont utilisé le nouveau mode de présentation. Le Secrétariat du Fonds a également mis au point un programme pour demander directement aux Bureaux nationaux de l'ozone des explications immédiates sur les irrégularités observées dans les données. Comme conséquence de ces efforts, les données de 2006 comportaient beaucoup moins d'irrégularités que celles de 2005.

52. Néanmoins, les données fournies selon le nouveau mode de présentation étaient pour la plupart incomplètes en ce qui concerne les trois principales sections suivantes : évaluation quantitative, évaluation qualitative et réglementation. Onze pays seulement, à savoir : Bolivie, Cameroun, Fidji, Guyane, Inde, Liban, Mexique, Maroc, Seychelles, Trinité-et-Tobago et Vietnam, ont fourni toutes les informations dans toutes les trois sections. Cinq pays seulement ont utilisé le programme en ligne lancé le 25 avril 2007. Dans sa décision 52/5 d), le Comité exécutif demande déjà au Programme d'aide à la conformité du PNUE de prévoir, dans l'ordre du jour des réunions de ces réseaux régionaux, du temps pour une formation complémentaire sur le programme en ligne, et a demandé aux premiers utilisateurs du programme de lui faire part de leurs commentaires sur leur expérience.

53. Cent neuf pays seulement sur 142 ont fourni des informations relatives aux programmes de pays à temps pour analyse dans le présent document. Plusieurs pays qui ont présenté des demandes de financement à la 53^e réunion ont également fourni des données relatives aux programmes de pays, mais plusieurs ne l'ont pas fait. Les pays suivants ont proposé un plan de gestion de l'élimination finale ou un plan national d'élimination pour examen à la 53^e réunion, mais n'ont pas déclaré de données relatives au programme de pays : Arabie saoudite, Burundi, Indonésie, Monténégro, Mozambique (remise de la section D pour 2006 seulement), Nigeria et République Unie de Tanzanie.

Résumé des données

54. Soixante-dix-neuf des 99 pays ayant fourni des données et faisant l'objet d'un plan de gestion des frigorigènes, d'un plan national d'élimination ou d'un plan de gestion de l'élimination finale ont indiqué des progrès dans la mise en œuvre de leur plan de gestion des frigorigènes et 88 des 111 pays ayant fourni des données avant 2006 ont indiqué des progrès dans la mise en œuvre de leur plan de gestion des frigorigènes.

55. Si l'on tient compte des pays qui avaient communiqué leurs données avant 2006, il y aurait 5 472 appareils de récupération et 1 338 appareils de recyclage en exploitation. Parmi ces appareils, 5 115 appareils de récupération et 1 324 appareils de recyclage ont été financés par les ressources du Fonds multilatéral dans les pays qui ont communiqué les données. Parmi tous les pays utilisant les appareils de récupération et de recyclage, 67,7 pour cent ont jugé le fonctionnement de ces appareils « satisfaisant » ou « très satisfaisant ». Un volume total de 223,6 tonnes PAO de CFC-11 a été récupéré duquel 142,3 tonnes PAO ont été réutilisées. Aussi, un volume total de 1 843,8 tonnes PAO de CFC-12 a été récupéré duquel 2 390,1 tonnes PAO ont été réutilisées. Il n'y a pas eu de collecte des données pour les autres SAO.

56. Les données fournies pour 2006, prises avec celles provenant des rapports des années précédentes, indiquent qu'un nombre total 53 529 techniciens d'entretien en réfrigération ont été formés, que 42 390 d'entre eux ont été accrédités, et que 2 625 formateurs des techniciens en réfrigération ont été formés.

57. Cent deux des 119 pays ont indiqué posséder un programme de permis en exploitation (91 de ces 104 pays ayant déclaré des données en 2006 possédaient un programme de permis et 85,7 pour cent d'entre eux fonctionnaient de façon « satisfaisante » ou « très satisfaisante »). Dix-sept pays n'avaient pas présenté de rapport sur l'institution de leurs systèmes de permis. L'existence de programme de permis en exploitation étant considérée essentielle à la conformité au Protocole de Montréal, le Comité exécutif pourrait exhorter les 17 pays n'ayant pas mis en place de programme de permis à tout mettre en œuvre à cet effet.

58. Quatre-vingt-huit des 119 pays ayant fourni des données (y compris les données provenant des rapports des années précédentes) ont indiqué qu'ils avaient institué des systèmes de quotas. De plus, 101 pays ont indiqué que l'enregistrement des importateurs est une exigence.

59. Un nombre total de 10 792 agents des douanes (incluant les données provenant des rapports des années précédentes) ont été formés. Une fois encore, il n'a pas été précisé si les données fournies par les pays sont annuelles ou cumulatives.

60. Le tableau 13 présente un résumé des prix de certaines SAO et produits de remplacement.

Tableau 13

PRIX MOYEN DES SAO ET DES SUBSTANCES DE REMPLACEMENT

SAO	Prix moyen par kilogramme (\$US/kg) (2005 selon le rapport à la 50 ^e réunion)	Prix moyen par kilogramme (\$US/kg) (2006 selon le rapport actuel)	Nombre de pays où le prix a augmenté	Nombre de pays où le prix a diminué	Étendue (\$US/kg) (rapport de 2006)	Nombre de pays ayant déclaré des résultats autres que zéro pour 2006	Données exclues* du calcul de la moyenne (\$US/kg) (Rapport de 2006)
CFC-11	7,09	9,92	13	4	De 2,04 (Chine) à 23,79 (Togo)	40	1,65 \$US (Guyane) et 36,70 \$US (Brésil)
CFC-12	8,98	10,42	21	13	De 2,60 (RPD Corée) à 24,00 (Haïti)	85	1,95 (Guyane) 95,00 (Lesotho) 250,00 Seychelles
CFC-113	9,02	13,28	1	S.o.	De 8,33 (Barbade) à 19,50 (Serbie)	6	3,83 (Chine) et 250,00 (El Salvador)
CFC-114	9,98	17,54	1	S.o.	De 8,33 (Barbade) à 30,00 (Cuba)	6	Aucun
CFC-115	10,94	12,41	1	S.o.	De 5,50 (Chili) à 21,74 (Chine)	7	Aucun
HCFC-22	5,41	6,14	20	14	De 1,53 (Chine) à 20,00 (Honduras)	89	0,96 (Guyane) 30,00 (Lesotho) 190,00 (Seychelles)
HFC-134a	12,21	13,03	15	15	De 3,00 (Îles Marshall) à 38,00 (Lesotho)	77	2,61 (Guyane) et 240,00 (Seychelles)
R-502	14,20	17,05	8	6	De 4,91 (Sainte-Lucie) à 54,00 (Lesotho)	48	3,61 (Guyane) et 320,00 (Seychelles)

* Toutes les données de zéro dollars ont été exclues.

61. Aucune donnée n'a été fournie pour les halons, le bromure de méthyle, le tétrachlorure de carbone et le HCFC-141b.

62. Le tableau 13 indique que le prix moyen du CFC-11 et du CFC-12 a augmenté et que les pays où les prix ont augmenté sont plus nombreux que ceux où le prix a baissé. Il montre aussi une augmentation du prix moyen du HFC-134a, et que les pays touchés par ces augmentations sont aussi nombreux que ceux ayant subi des augmentations. Toutefois, les données fournies en 2005 révèlent que le prix moyen des substances de remplacement tels que le HFC-134a et le R-502 demeure plus élevé que le prix du CFC-11 et du CFC-12, et que le HCFC-22 demeure beaucoup moins coûteux que les CFC.

SECTION 4 : INTÉGRATION DU RAPPORT SUR LES RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE AU DOCUMENT SUR L'ÉTAT/PERSPECTIVES DE CONFORMITÉ

63. La section IV aborde la possibilité de rationaliser les exigences relatives aux rapports sur les retards dans la mise en œuvre et l'état de la conformité, d'examiner les retards dans le contexte des questions liées à la conformité et, plus particulièrement, de jumeler les deux rapports : *Retards dans la mise en œuvre de projets* et *État/perspectives des pays visés à l'article 5 à se conformer aux mesures de réglementation initiales et intermédiaires du Protocole de Montréal*. La mise en œuvre des propositions présentées dans cette section aboutirait à un seul

rapport du Secrétariat du Fonds qui porterait sur les retards dans la mise en œuvre dans le contexte des questions liées à la conformité (en tant qu'indicateur principal du risque de non-conformité) et offrirait une analyse plus approfondie des risques de non-conformité à partir d'une plus longue liste d'indicateurs.

64. Le Secrétariat a fait parvenir une version préliminaire de cette section aux agences d'exécution et a tenu compte de leurs commentaires. Le Secrétariat propose d'appliquer cette procédure générale à partir du rapport sur l'État/perspectives de conformité qui sera présenté à la 54^e réunion du Comité exécutif.

65. La présente section aborde les deux questions suivantes :

- Rapport sur les retards dans la mise en œuvre des projets dans le but d'inclure ce rapport à l'évaluation des perspectives de conformité.
- Rapport sur l'état et les perspectives de conformité mettant l'accent sur l'évaluation du risque.

66. Plusieurs questions ont été examinées dans le but de présenter un rapport sur la conformité où l'état de la conformité est déterminé dans la perspective du risque de non-conformité. Cette nouvelle optique pourrait aider le Fonds multilatéral à intervenir pour éviter les cas de non-conformité lorsque ce risque a été identifié suffisamment à l'avance. La démarche est fondée sur des critères/indicateurs élaborés à ces fins et tient compte des méthodes qu'utilise actuellement le Secrétariat, notamment la méthode élaborée pour faire rapport des retards, qui pourrait être intégrée dans une analyse générale de l'évaluation des risques.

Rapports sur les retards dans la mise en œuvre des projets dans le contexte des questions liées à la conformité

67. Il est proposé que les retards dans la mise en œuvre soit intégrés au rapport sur la conformité, en tant qu'indicateur principal d'évaluation du risque de non-conformité possible, afin d'inclure les retards dans la mise en œuvre dans cette analyse globale.

68. Il existe déjà plusieurs critères pour déterminer les retards. Les retards dans la mise en œuvre sont assujettis aux procédures établies dans les décisions du Comité exécutif, une fois que le retard a été défini. Un retard est défini comme suit : un projet dont l'achèvement est prévu avec plus de 12 mois de retard et/ou un projet dans lequel il n'y a eu aucun décaissement dans les 18 mois suivant l'approbation du projet. Les retards sont ensuite classés en sept catégories pour les besoins du rapport. Les pays sont tenus de faire rapport sur les progrès réalisés, et le Comité exécutif dispose de plusieurs solutions pour obtenir l'information requise, comme par exemple une surveillance accrue, l'obligation de remettre des rapports supplémentaires ou l'émission de lettres d'annulation possible. Les projets connaissant des retards qui se déroulent dans des pays éprouvant déjà des problèmes de conformité font souvent l'objet d'une surveillance accrue. En dernier lieu, il existe des procédures pour supprimer des projets de la liste des projets en retard lorsque certains critères ont été respectés.

69. La méthode de grande envergure élaborée pour l'évaluation des retards pourrait logiquement être transformée en une liste de critères ou d'indicateurs pour évaluer le risque de non-conformité, et intégrée aux démarches subséquentes de préparation des rapports.

Rapports sur les risques de non-conformité

70. Un document de concept devant mener à l'élaboration d'une démarche pour évaluer le risque possible de non-conformité pourrait examiner d'autres éléments que les retards. Se fondant sur les discussions de la réunion du Comité d'application et les commentaires reçus des pays, le Secrétariat a déjà commencé à fournir l'information suivante sur l'état et les perspectives de conformité dans ses rapports :

- a) L'information sur la date d'approbation du projet.
- b) Un indicateur à savoir si le pays possède ou non un programme de permis.

71. Cette information est désormais fournie à l'annexe I au rapport.

72. Ces deux informations sont des facteurs importants dans l'évaluation du risque de non-conformité et pourraient être inclus dans la nouvelle démarche future pour analyser la conformité. La méthode proposée comprend ces critères, examine les retards et suggère d'autres critères ou indicateurs pour rationaliser les rapports sur les questions liées à la non-conformité et l'évaluation des risques de non-conformité. Cet exercice a pour but de broser un portrait complet qui permettra au Secrétariat et au Comité exécutif d'évaluer le niveau de risque en tenant compte des défis et des complexités de la réalisation de la conformité.

73. À l'heure actuelle, le risque de non-conformité est surtout établi en déterminant si le niveau de consommation d'une substance donnée dans un pays est supérieur à la consommation imposée en vertu des mesures de réglementation. La grande question seuil de l'analyse est donc : La consommation est-elle supérieure au niveau établi par la prochaine mesure de réglementation? Il pourrait aussi être utile de savoir si la consommation diminue de façon régulière et normale en vertu des obligations du Protocole sur une période donnée ou si le problème est irrégulier d'une année à l'autre.

74. Dans un cas comme dans l'autre, voici un indicateur initial qui pourrait s'appliquer lorsque la consommation actuelle est supérieure au niveau permis en vertu de la prochaine mesure de réglementation :

- *Existe-t-il un projet approuvé qui permettrait d'éliminer cette consommation?*

75. Tous les pays qui ont été jugés à risque de non-conformité ont reçu de l'assistance ou ont fait l'objet d'activités, dans les plans d'activités, visant à offrir cette assistance, à quelques exceptions près (attribuables en grande partie aux conditions du pays qui interdisent la mise en œuvre ou les récentes ratifications), comme l'ont démontré les anciens rapports sur l'état de la conformité. Par conséquent, cet indicateur aura généralement déjà été respecté, bien que le risque pourrait être élevé s'il n'existe pas de projet approuvé.

76. L'évaluation du risque pourrait être confirmée par des indicateurs supplémentaires même si l'indicateur a été respecté. De façon générale, le risque de non-conformité possible pourrait être classé dans l'une des quatre grandes catégories suivantes :

- *Programmes de permis*
- *Plans de gestion de l'élimination finale et plans nationaux d'élimination*
- *Retards dans la mise en œuvre*
- *Problèmes institutionnels et forces du marché*

Programmes de permis

77. L'absence d'un programme de permis, comprenant des quotas d'importation et d'exportation, qui regroupe toutes les mesures de réglementation du Protocole de Montréal est sans doute le plus important indicateur de risque de non-conformité car sans ce programme, il pourrait y avoir des importations au pays qui placeraient ce dernier en situation de non-conformité. La mise en vigueur d'un programme de permis et de sa réglementation connexe pourrait toutefois ne pas être suffisante pour éviter les situations de non-conformité. L'évaluation réalisée par le pays, à savoir si son programme de permis fonctionne convenablement ou non, est un autre indicateur du fait que le risque de non-conformité est de faible à nul. D'autres pays pourraient déclarer une consommation nulle et ne pas sembler être à risque, mais il pourrait quand même y avoir éventuellement des importations si ces pays ne possèdent pas de programme de permis. Voici donc un autre indicateur à intégrer pour évaluer le risque de non-conformité :

- *Y a-t-il un programme de permis en vigueur au pays?*

Plans de gestion de l'élimination finale et plans nationaux d'élimination

78. L'absence d'un plan de gestion de l'élimination finale, d'un plan national d'élimination ou d'un plan d'élimination des SAO ou sectoriel pertinent pourrait signifier que le pays court un risque de non-conformité. Cette catégorie d'indicateurs doit comprendre les pays qui ont choisi d'adopter un plan sectoriel (ou, dans certains cas, ont décidé de jumeler des projets parapluie en phase finale et des plans sectoriels) afin de réaliser l'élimination complète des SAO. Les pays qui ne possèdent pas de plan de gestion de l'élimination finale, de plan national d'élimination ou de plan d'élimination sectoriel courent un risque de non-conformité plus élevé car ces types de projets offrent l'assistance dont les pays ont besoin pour réaliser la conformité et demeurer conformes tout en réduisant au minimum les conséquences de l'élimination des SAO sur l'économie nationale. L'approbation d'un projet ne signifie pas pour autant que le pays ne court plus de risque car, entre autres, le projet pourrait n'avoir été approuvé que tout récemment ou ne pas encore avoir été mis en œuvre. Les activités récemment approuvées pourraient ne pas encore avoir été mises en œuvre pour faciliter l'élimination en raison d'un délai trop court. Le niveau de décaissement est un autre facteur important. L'absence de décaissement pour un projet pendant une longue période pourrait être un indicateur de risque. Voici donc d'autres indicateurs qui pourraient aider à évaluer le risque de non-conformité :

- *Quel est l'état de la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale, du plan national d'élimination ou du plan sectoriel?*

- *S'il existe un plan de gestion de l'élimination finale, un plan national d'élimination ou un plan sectoriel, a-t-il été approuvé il y a moins d'un an?*
- *S'il existe un plan de gestion de l'élimination finale, un plan national d'élimination ou un plan sectoriel approuvé deux ans auparavant, y a-t-il eu des décaissements?*

Retard dans la mise en œuvre

79. Les retards dans la mise en œuvre sont un indicateur de risque de non-conformité. Il existe déjà des indicateurs de retards dans la mise en œuvre. Ceux-ci pourraient être transposés dans l'analyse du risque. Certains projets accusant un retard doivent faire l'objet de rapports supplémentaires. D'autres projets en retard sont passibles de procédures d'annulation possible. Dans ces deux cas, les retards sont un indicateur important du risque de non-conformité, surtout que les projets en cours consistent habituellement en des plans nationaux d'élimination ou des plans de gestion de l'élimination finale, qui représentent les principaux outils dont un pays dispose pour atteindre la conformité.

- *Existe-t-il des projets en retard d'intérêt dans le contexte de la mesure de réglementation?*
- *Un rapport périodique supplémentaire a-t-il été demandé?*
- *Une lettre d'annulation possible a-t-elle été émise?*

Questions institutionnelles et forces du marché

80. Plusieurs questions institutionnelles et forces de marché peuvent affecter l'évaluation du risque de non-conformité. À titre d'exemple, le fait que les importations diminuent plus rapidement que les quotas d'importation alloués pourrait signifier une réduction de la demande des SAO et une réduction du risque de non-conformité. De plus, le caractère concurrentiel des prix des substances de remplacement des CFC ou le fait qu'ils se vendent à un prix inférieur aux CFC pourrait signifier un faible risque de non-conformité dans un pays donné. En outre, l'existence ou l'absence d'une liste d'importateurs de SAO autorisés est un indicateur de l'effort fourni pour surveiller les importations de SAO et appliquer le programme de permis. Les pays sans liste ou dans lesquels les prix des substances de remplacement ne sont pas concurrentiels pourraient courir un plus grand risque de non-conformité. En dernier lieu l'exploitation efficace du Bureau national de l'ozone dans un pays et son intégration au processus de planification, ainsi que d'autres forces nationales, pourraient être signe d'un risque plus ou moins grand de non-conformité.

81. Voici quelques indicateurs supplémentaires qui pourraient être intégrés à l'évaluation du risque :

- *Les importations réelles des dernières années diminuent-elles plus rapidement que les quotas d'importations?*
- *Y a-t-il une différence à la baisse ou négative entre le prix des CFC et le prix de leurs substances de remplacement?*
- *Est-ce le pays possède une liste des importateurs de SAO autorisés?*

- *Le pays possède-t-il un Bureau national de l’ozone en exploitation et ce Bureau est-il intégré aux institutions nationales /processus de planification?*
- *Existe-t-il des forces au pays qui pourraient favoriser ou détourner de la conformité?*

82. Il pourrait être utile d’élaborer une liste d’indicateurs généraux semblables aux indicateurs proposés ci-dessus (y compris les retards dans la mise en œuvre) et de présenter ces indicateurs sous forme de tableau, comme dans l’exemple suivant, avant d’entreprendre une évaluation du risque de non-conformité. Quant aux indicateurs d’évaluation des risques associés à la consommation, il pourrait être utile de recueillir l’information à partir de la date de la mesure de réglementation. Une liste des indicateurs possibles est fournie dans le tableau ci-dessous :

Tableau 14

INDICATEURS DE RISQUE POSSIBLE

Catégorie	Indicateur d’évaluation du risque	Oui	Non	Autre	Commentaire
Consommation	La consommation actuelle est-elle supérieure à l’objectif de la prochaine mesure de réglementation?				
	La consommation diminue-t-elle régulièrement et normalement au cours de la période de conformité, dans le respect des obligations en vertu du Protocole?				
	Existe-t-il un projet approuvé pour assurer l’élimination?				
Programme de permis	Y a-t-il un programme de permis en vigueur au pays?				
Plan de gestion de l’élimination finale, plan national d’élimination ou plan d’élimination sectoriel	Quel est l’état de la mise en oeuvre du plan de gestion de l’élimination finale, du plan national d’élimination ou du plan sectoriel?				
	S’il existe un plan de gestion de l’élimination finale, un plan national d’élimination ou un plan sectoriel, a-t-il été approuvé il y a moins d’un an?				
	S’il existe un plan de gestion de l’élimination finale, un plan national d’élimination ou un plan sectoriel approuvé deux ans auparavant, y a-t-il eu des décaissements?				
Retards dans la mise en oeuvre	Existe-t-il des projets en retard d’intérêt dans le contexte de la mesure de réglementation?				
	Un rapport périodique supplémentaire a-t-il été demandé?				
	Une lettre d’annulation possible a-t-elle été émise?				
Questions institutionnelles et forces du marché	Les importations réelles des dernières années diminuent-elles plus rapidement que les quotas d’importations permises?				
	Les importations sont-elles inférieures aux quotas?				
	Y a-t-il une différence à la baisse ou négative entre le prix des CFC et le prix de leurs substances de remplacement?				

	Est-ce le pays possède une liste des importateurs de SAO autorisés?				
	Le pays possède-t-il un Bureau national de l'ozone en exploitation et ce Bureau est-il intégré aux institutions nationales /processus de planification?				
	Existe-t-il des forces au pays qui pourraient favoriser ou détourner de la conformité?				

Conclusion

83. Les résultats de l'évaluation devraient ouvrir la voie à au moins trois scénarios possibles. Premièrement, il pourrait y avoir peu ou aucun signe de risque de non-conformité possible. Le cas échéant, aucune autre analyse n'est nécessaire. Deuxièmement, les indicateurs pourraient révéler qu'un pays connaît des retards dans la mise en œuvre, sans qu'il n'y ait d'autre indicateur de risque de non-conformité. Le cas échéant, une analyse plus approfondie pourrait être réalisée, semblable aux procédures actuelles pour traiter des retards dans la mise en œuvre des projets. Troisièmement, plusieurs indicateurs pourraient faire état de différents degrés de risque de non-conformité. Le cas échéant, une analyse plus approfondie pourrait être réalisée afin d'éliminer le risque possible et éviter toute future situation de non-conformité.

84. Le Secrétariat du Fonds communiquerait les résultats de l'analyse du risque de non-conformité (comprenant les retards dans la mise en œuvre, s'il y a lieu) et les décisions du Comité exécutif dans ses lettres de rapports habituelles préparées après les réunions du Comité exécutif. Le Comité exécutif utilise déjà une terminologie standard dans ses décisions concernant les retards dans la mise en œuvre. Cette terminologie pourrait être enrichie et étendue afin d'inclure les secteurs d'activités où il y a risque de non-conformité.

85. À titre d'exemple, un pays pourrait avoir été jugé à risque car ses derniers niveaux de consommation avaient dépassé les niveaux permis en vertu de la prochaine mesure de réglementation, mais les rapports subséquents ont révélé que plusieurs critères d'évaluation des risques ont été respectés. Dans un tel cas, le Comité exécutif pourrait élaborer une décision qui ressemble à celle-ci : « Le Comité exécutif prend note que les niveaux de consommation les plus récents dépassent les niveaux établis en vertu de la prochaine mesure de réglementation, ce qui signifie que les niveaux de SAO doivent être réduits afin d'assurer la conformité aux mesures établies. Se fondant sur ses critères d'évaluation du risque, le Comité exécutif reconnaît que le programme de permis est en vigueur, que les quotas d'importation ont été réduits, que le groupe de renforcement des institutions reçoit ses renouvellements dans les délais prévus et que le Bureau national de l'ozone conserve une liste des importateurs. Tout compte fait, les indicateurs d'évaluation du risque indiquent que le risque est minime, et le Comité exécutif vous encourage à continuer à faire preuve de vigilance dans le maintien de l'élimination afin de vous conformer aux futures réductions de SAO requises. »

86. L'évaluation réalisée dans d'autres pays où la consommation dépasse les niveaux permis des futures mesures de réglementation pourrait indiquer qu'aucun décaissement n'a été fait dans le cadre du plan de gestion de l'élimination finale, malgré qu'il ait été approuvé deux ans auparavant, et que la mise en œuvre du projet connaît des retards, ce qui représente un risque de non-conformité. Le cas échéant, le Comité exécutif pourrait prendre une décision qui ressemble à

celle-ci : « Le Comité exécutif prend note que les niveaux de consommation les plus récents dépassent les niveaux établis en vertu de la prochaine mesure de réglementation, ce qui signifie que les niveaux de SAO doivent être réduits afin d'assurer la conformité aux mesures établies. Le Comité exécutif vous encourage donc à accélérer la mise en œuvre complète de votre plan de gestion de l'élimination finale afin d'assurer l'élimination. En ce qui concerne les retards, le Secrétariat et les agences d'exécution prendront les mesures établies selon l'évaluation faite par le Secrétariat (progrès, certains progrès, aucun progrès), et feront parvenir un rapport aux pays et aux agences d'exécution concernées les informant de la situation. »

RECOMMANDATIONS

87. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport sur l'État/perspectives des pays visés à l'article 5 à se conformer aux mesures de réglementation initiales et intermédiaires du Protocole de Montréal, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/6/Rev.1;
- b) Charger le Secrétariat du Fonds de réviser l'état de la conformité à partir des orientations que lui donnera le Comité exécutif et d'inclure des données sur les retards dans la mise en œuvre des projets et l'évaluation des risques de non-conformité fondée sur des critères.

- - - -

Annex I

DETAILED ANALYSIS OF THE STATUS OF IMPLEMENTATION IN COUNTRIES SUBJECT TO DECISIONS OF THE PARTIES ON COMPLIANCE AND THOSE AT RISK OF NON-COMPLIANCE

1. Annex I presents the detailed analysis of the status of implementation in countries subject to decisions of the Parties on compliance and those at risk of non-compliance. The data tables in Appendixes I-V indicate whether a country has received a total phase-out agreement for a specific controlled substance. The CFC analysis (Appendix I) shows further whether a low-volume consuming country (LVC) has received a Refrigerant Management Plan (RMP) or a RMP update since the 31st Meeting of the Executive Committee, which should be sufficient to ensure a country's compliance at least up to, and including, the 85 per cent reduction target in 2007 (decision 31/48(h)). The analysis of halons (Appendix II) indicates whether a halon banking activity has been approved. Halon banking guidelines require that regulations facilitating production and import bans are established within six months of the establishment of a reclamation centre (decision 18/22). Decision 35/57 presumes that halon banking should be the last project approved for the halon sector. The methyl bromide analysis (Appendix III) indicates further whether a country has received funding for a phase-out to meet the 2005 control measure.

ANALYSIS OF COMPLIANCE FOR CFCs (Appendix I)

2. Based on their latest reported consumption data, 145 countries could now be considered to be in compliance, but 21 have not yet reported 2006 data. The latest reported consumption for these countries, combined, is 36,620 ODP tonnes compared to 43,582 ODP tonnes in last year's report. This is 127,621 ODP tonnes lower than their combined baseline level of 164,241 ODP tonnes. Of these countries, 101 are LVCs of which 91 have received support for RMPs from the Multilateral Fund. This includes support for 75 LVCs to meet their 85 per cent reduction targets by 2007.

3. Countries have been grouped into three categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; (b) those in actual non-compliance or at risk of not meeting the 2005 reduction step because their latest consumption exceeds the 50 per cent baseline reduction target; and (c) those at risk of not meeting future controls because their latest consumption exceeds the 85 per cent baseline reduction target.

(a) Countries whose latest consumption exceeds the CFC baseline freeze

4. This category consists of the following one LVC: Bosnia and Herzegovina. All other countries appear to be in compliance. The Government of Bosnia and Herzegovina has received the following support to enable its compliance:

- a national ODS phase-out agreement with the Executive Committee and an Action Plan approved by the Meeting of the Parties that would allow it to complete the phase-out of CFCs prior to 31 December 2007.

(b) Countries at risk of not achieving the 50 per cent CFC baseline reduction

5. This category consists of six countries. These countries may be in non-compliance with the control measures. It includes four LVCs, which may need to achieve additional CFC phase-out amounting to 298.1 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 50 per cent reduction target. Of the six countries in this category, four have projects with phase-out included in the 2007 business plans.

6. Of the six countries, the Executive Committee has approved RMPs for one LVC -- Solomon Islands. The Government of Solomon Islands has already received a national phase-out agreement with the Executive Committee for complete phase-out of CFCs.

7. Bosnia and Herzegovina, India, and Venezuela (Bolivarian Republic of) did not have an approved RMP, but have national phase-out agreements with the Executive Committee.

8. The remaining two countries that might need additional activities to achieve the 50 per cent reduction are Equatorial Guinea and Eritrea. These countries have activities planned in the 2007 business plans.

(c) Countries at risk of not achieving the 85 per cent baseline reduction

9. This category consists of 87 countries including 57 LVCs, which may need to achieve additional CFC phase-out amounting to 16,075 ODP tonnes by 2007 in order to comply with the 85 per cent reduction target. Of these 87 countries, 61 were to receive projects with phase-out in the 2007 business plans.

10. Of the 87 countries, the Executive Committee has approved RMPs for 15 non-LVCs and 49 LVCs, including 61 countries that had already received either an RMP to meet their 50 per cent and 85 per cent reductions or had a national phase-out agreement approved. The Federated States of Micronesia, Palau and Solomon Islands are three of the LVCs that have phase-out agreements with the Executive Committee as part of the Pacific Island Country strategy.

11. There are five LVCs that have approved national phase-out agreements. These countries are: Albania, Armenia, Bosnia and Herzegovina, Ecuador and Turkmenistan. For Armenia and Turkmenistan, funding has been approved by the GEF.

12. The remaining 18 countries that may require additional actions to achieve the 85 per cent reduction are Afghanistan, Argentina, Colombia, Equatorial Guinea, Eritrea, India, Indonesia, Islamic Republic of Iran, Republic of Korea, Lebanon, Libyan Arab Jamahiriya, Malaysia, Philippines, Saudi Arabia, Serbia, Somalia, United Arab Emirates and Venezuela (Bolivarian Republic of). With the exception of Equatorial Guinea, Eritrea, Somalia and Saudi Arabia, all countries currently eligible for Fund assistance have national CFC phase-out agreements with the Executive Committee, which contain a phase-out schedule that is consistent with the targets in the Montreal Protocol. All of the countries that are at risk have received support from the Executive Committee or have projects in the 2007-2009 business plans to address their

compliance needs except for the Republic of Korea and the United Arab Emirates that do not seek Multilateral Fund assistance.

ANALYSIS OF COMPLIANCE FOR HALONS (Appendix II)

13. Based on their latest consumption data, 68 countries could now be considered to be in compliance. The latest combined consumption for these countries is 1,351 ODP tonnes compared to 6,816 ODP tonnes in last year's report. This is 44,424 ODP tonnes lower than their combined baseline level of 45,775 ODP tonnes.

14. Seventy-five countries have reported no consumption of halons between 1995 and 2006.

15. Fifty-six countries have received support for halon banking activities or phase-out agreements. This includes those countries participating in regional halon banks. Halon banking is presumed to be the last funded activity in the halon consumption sector for most countries but there are some halon phase-out activities that are part of multi-sectoral phase-out agreements.

16. Countries have been grouped into the following two categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; and (b) those in actual non-compliance or at risk of not meeting the 2005 control because their latest consumption exceeds the 50 per cent reduction target.

(a) Countries whose latest consumption exceeds the baseline freeze for halons

17. This category consists of three countries – Equatorial Guinea, Libyan Arab Jamahiriya and Somalia – that may require additional actions to achieve compliance with the freeze on halons. These countries would need to phase out a total of 83.2 ODP tonnes to meet the freeze target. The Government of Libyan Arab Jamahiriya has received support for halon banking from the Multilateral Fund. Activities would be provided for in Somalia once conditions exist for a sustainable activity. The Government of Equatorial Guinea does not have activity planned in the 2007 business plan.

(b) Countries at risk of not achieving the 50 per cent baseline reduction for halons

18. This category consists of four countries, including three LVCs that may need to phase-out additional halons amounting to 423.2 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 50 per cent reduction targets. Ethiopia and Libyan Arab Jamahiriya have received support from the Multilateral Fund for halon banking activities. The remaining two countries that might not achieve its 50 per cent reduction targets are Equatorial Guinea and Somalia that have reported latest consumption of 29 ODP tonnes (1998 data) and 18.8 ODP tonnes (2006 data), respectively.

ANALYSIS OF COMPLIANCE FOR METHYL BROMIDE (Appendix III)

19. This section presents the analysis for compliance with methyl bromide control measures. It should be noted that all data reported and used in this analysis relate to controlled use only, which means that the data excludes quarantine and pre-shipment (QPS). All of the 136 Article 5 countries that have ratified the Copenhagen Amendment have reported complete baseline data. Of these 136 countries, 55 reported zero for both the baseline consumption and the latest consumption.

20. Ninety-eight Article 5 countries have received support from the Multilateral Fund for methyl bromide activities and/or projects. This includes projects that will lead to a complete phase-out of methyl bromide in 50 of these countries, partial phase-out in an additional 16 of these countries, and other forms of assistance received by 32 of these countries.

21. Countries have been grouped into the following two categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; and (b) those that could be in non-compliance or at risk with the 2005 control because their latest consumption exceeds the 20 per cent reduction. Appendix III identifies those countries that have not ratified the Copenhagen Amendment.

(a) Countries whose latest consumption exceeds the MB baseline freeze

22. This category consists of three countries that may require additional actions to achieve compliance with the freeze target. These countries are: Honduras, Libyan Arab Jamahiriya and Saudi Arabia. These countries would need to phase-out a total of 54.1 ODP tonnes to achieve compliance with the freeze. With the exception of Saudi Arabia (27.6 ODP tonnes), all countries at risk of not achieving the freeze have received assistance from the Multilateral Fund.

23. Of the three countries, Honduras and Libyan Arab Jamahiriya have phase-out agreements or approved projects under the Multilateral Fund that amount to a total phase-out of methyl bromide consumption. The Governments of Honduras and Libyan Arab Jamahiriya have reported consumption that is consistent with their Action Plan requirements.

24. Additional activities may be required in Saudi Arabia. The Government of Saudi Arabia has sought assistance from the Multilateral Fund, and project preparation for a country programme/national phase-out plan was approved at the 49th Meeting of the Executive Committee.

(b) Countries at risk of not achieving the 20 per cent MB baseline reduction

25. This category consists of the following five countries: Fiji, Guatemala, Honduras, Libyan Arab Jamahiriya and Saudi Arabia. This list includes three LVCs. These countries may need to meet additional combined reduction amounting to 137.9 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 20 per cent reduction targets. Four of the five countries have received support for methyl bromide activities from the Multilateral Fund. Three of these four countries (Fiji, Honduras and Libyan Arab Jamahiriya) have phase-out agreements or projects for total phase-out, and one country (Guatemala) has a project for partial phase-out to achieve the 20 per cent

baseline reduction. The Governments of Fiji, Guatemala, Honduras and Libyan Arab Jamahiriya have reported consumption data that are consistent with their Action Plan requirements.

26. All countries except Saudi Arabia have received assistance from the Multilateral Fund.

CARBON TETRACHLORIDE (CTC) (Appendix IV)

27. This section presents the analysis of compliance with CTC control measures. All data reported and used in this analysis are those related to controlled use only, which excludes feedstock. Reported CTC consumption was not differentiated by specific end use, such as solvents and process agents.

28. Of the 144 countries with reported baseline data, 87 reported zero both for the baseline and the latest consumption.

29. The analysis addresses those countries that might be in non-compliance or at risk of not meeting the 2005 control measures because their latest consumption exceeds the 85 per cent reduction. Appendix IV notes those countries that have not ratified the London Amendment.

30. Four countries might not achieve compliance with the 85 per cent reduction by 2005. These countries would need to phase-out a total of 14.9 ODP tonnes to meet the 85 per cent reduction by 2005. One of these four countries has reported consumption above 10 ODP tonnes: Democratic Republic of the Congo (16.5 ODP tonnes).

31. The Multilateral Fund has provided funding for CTC phase-out agreements or projects in two out of the four countries (Bolivia and Democratic Republic of the Congo). All countries that have ratified the London Amendment and are eligible for Multilateral Fund assistance have received assistance or have activities in the business plans, except for El Salvador and United Arab Emirates. Project preparation has been approved to prepare a TPMP for El Salvador that can address the CTC issue. The Government of the United Arab Emirates has been requested not to seek Multilateral Fund assistance.

METHYL CHLOROFORM (TCA) (Appendix V)

32. This section presents the analysis for compliance with TCA control measures. Of the 144 countries that have reported baseline data, 102 reported zero both for the baseline and the latest consumption.

33. Countries have been grouped into two categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; and, (b) those that could be in non-compliance or at risk of not meeting the 2005 control measures because their latest consumption exceeds the 30 per cent reduction target. Appendix V specifies those countries that have not ratified the London Amendment.

(a) Countries whose latest TCA consumption exceeds the baseline freeze

34. All countries are in compliance with the 2003 freeze target.

(b) Countries that could be in non-compliance or at risk of not achieving the 30 per cent TCA baseline reduction

35. This category consists of one country that has ratified the London Amendment and may need to achieve additional phase-out amounting to 0.6 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 30 per cent reduction targets: Democratic Republic of the Congo. The Government of Democratic Republic of the Congo has received assistance for TCA phase-out project from the Multilateral Fund.

Appendix I

CFC ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Afghanistan	A7	2006	380.0	94.5				0%	0%	66%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Nov-05	Yes
Albania	A7	2006	40.8	15.2	decision XV/26	36.20	15.20	0%	0%	148%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Apr-03	Yes
Algeria	A7	2006	2,119.5	302.6				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country that might require further assistance to achieve 2005, 2007 and/or 2010 phase-out targets (country with an approved RMP in accordance to decision 41/48).		Yes
Angola	CP	2006	114.8	42.1				0%	0%	144%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-03	No
Antigua and Barbuda	A7	2006	10.7	1.1				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes
Argentina	A7	2006	4,697.2	1,654.2				0%	0%	135%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-04	Yes
Armenia	A7	2006	196.5	59.0				0%	0%	100%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan. (Phase-out plan funded through the GEF when country was a non-Article 5 Party).	Not available	No
Bahamas	A7	2006	64.9	4.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total a CFC phase-out plan.	Dec-01	Yes
Bahrain	A7	2005	135.4	58.7				0%	0%	189%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Bangladesh	A7	2006	581.6	196.2				0%	0%	125%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-04	Yes
Barbados	A7	2006	21.5	7.9				0%	0%	145%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance to decision 31/48.	Jul-04	No
Belize	A7	2006	24.4	3.9	decision XIV/33	12.20	10.00	0%	0%	7%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance to decision 31/48.	Dec-04	Yes
Benin	A7	2005	59.9	10.0				0%	0%	11%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance to decision 31/48.	Dec-00	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Bhutan	CP	2006	0.2	0.1				0%	0%	90%	No	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Bolivia	A7	2006	75.7	33.1	decision XV/29	37.84		0%	0%	192%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-07	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2006	24.2	32.6	decision XV/30	102.10	33.00	35%	169%	798%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-03	Yes
Botswana	A7	2006	6.8	0.7				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-05	No
Brazil	A7	2006	10,525.8	477.8				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-02	Yes
Brunei Darussalam	A7	2006	78.2	27.8				0%	0%	137%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	No
Burkina Faso	A7	2006	36.3	5.2				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Burundi	A7	2005	59.0	3.5				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Cambodia	A7	2006	94.2	28.3				0%	0%	100%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Cameroon	A7	2006	256.9	103.5				0%	0%	169%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Cape Verde	A7	2005	2.3	0.9				0%	0%	161%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	Yes
Central African Republic	A7	2005	11.3	2.6				0%	0%	53%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-01	Yes
Chad	CP	2006	34.6	9.2				0%	0%	78%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Nov-02	Yes
Chile	A7	2006	828.7	181.8				0%	0%	46%	Yes	Yes	Non-LVC country that might require further assistance to achieve 2005, 2007 and/or 2010 phase-out targets. (Country with an approved RMP in accordance with decision 41/48).		Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
China	CP	2006	57,818.7	12,378.8				0%	0%	43%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-2005 (last agreement approved by the ExCom for CFC)	Yes
Colombia	A7	2006	2,208.2	660.4				0%	0%	99%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-03	Yes
Comoros	A7	2006	2.5	0.8				0%	0%	113%	No	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Congo	CP	2006	11.9	3.3				0%	0%	84%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-00	Yes
Cook Islands	A7	2006	1.7	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-04	No
Costa Rica	A7	2006	250.2	55.7				0%	0%	48%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Cote d'Ivoire	A7	2006	294.2	85.5				0%	0%	94%	Yes	Yes	LVC country with an RMP prior to decision 31/48.	Jul-02	Yes
Croatia	A7	2006	219.3	-31.4				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Apr-03	Yes
Cuba	A7	2006	625.1	239.5				0%	0%	155%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-04	Yes
Democratic People's Republic of Korea	CP	2006	441.7	24.5				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Nov-05	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2006	665.7	170.7				0%	0%	71%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-06	Yes
Djibouti	CP	2006	21.0	3.1				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-02	Yes
Dominica	A7	2006	1.5	0.5	decision XVIII/22		0.45	0%	0%	122%	No	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Apr-06	Yes
Dominican Republic	A7	2006	539.8	156.2				0%	0%	93%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-05	Yes
Ecuador	A7	2006	301.4	63.0				0%	0%	39%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-03	Yes

Annex I

Appendix I

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Egypt	A7	2006	1,668.0	593.6				0%	0%	137%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-05	Yes
El Salvador	A7	2006	306.6	64.4				0%	0%	40%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-04	Yes
Equatorial Guinea	A7	1998	31.5	31.4				0%	99%	565%	No	No	LVC country with no RMP.		No
Eritrea	A7	2005	41.1	30.2				0%	47%	390%	No	Yes	LVC country with no RMP.		No
Ethiopia	CP	2006	33.8	12.9	decision XIV/34	17.00		0%	0%	154%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	No
Fiji	A7	2006	33.4	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-05	Yes
Gabon	A7	2006	10.3	1.2				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Gambia	A7	2006	23.8	1.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-02	Yes
Georgia	A7	2006	22.5	5.8				0%	0%	72%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Ghana	A7	2006	35.8	13.1				0%	0%	144%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Grenada	A7	2006	6.0	0.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-06	Yes
Guatemala	A7	2006	224.6	12.7	decision XV/34	85.00	50.00	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-01	Yes
Guinea	A7	2005	42.4	9.3				0%	0%	46%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-05	Yes
Guinea Bissau	A7	2006	26.3	13.1	decision XVI/24	13.14	13.14	0%	0%	232%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-04	Yes
Guyana	A7	2006	53.2	8.8				0%	0%	10%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-01	Yes
Haiti	A7	2006	169.0	50.4				0%	0%	99%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-03	No
Honduras	A7	2006	331.6	94.7				0%	0%	90%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
India	A7	2006	6,681.0	3,411.8				0%	2%	240%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-04	Yes
Indonesia	A7	2005	8,332.7	2,385.3				0%	0%	91%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes
Iran (Islamic Republic of)	A7	2006	4,571.7	1,032.6				0%	0%	51%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-03	Yes
Jamaica	A7	2006	93.2	0.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-02	Yes
Jordan	A7	2006	673.3	21.8				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Nov-02	Yes
Kenya	A7	2006	239.5	57.7	decision XVIII/28		60.00	0%	0%	61%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes
Kiribati	CP	2006	0.7	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	No
Kuwait	A7	2006	480.4	106.8				0%	0%	48%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Kyrgyzstan	A7	2006	72.8	5.3				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2006	43.3	17.8				0%	0%	174%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-01	Yes
Lebanon	A7	2006	725.5	224.4				0%	0%	106%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes
Lesotho	A7	2006	5.1	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-03	No
Liberia	A7	2006	56.1	5.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2005	716.7	252.0	decision XV/36	303.00		0%	0%	134%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-03	No
Madagascar	A7	2006	47.9	2.3				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Malawi	A7	2006	57.7	3.6				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-04	Yes
Malaysia	A7	2006	3,271.1	565.2				0%	0%	15%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-01	Yes

Annex I

Appendix I

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Maldives	A7	2006	4.6	1.1	decision XV/37	0.00	2.30	0%	0%	59%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Nov-02	Yes
Mali	A7	2006	108.1	16.2				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-00	Yes
Marshall Islands	A7	2006	1.2	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	Yes
Mauritania	A7	2006	15.7	3.0				0%	0%	27%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Mauritius	A7	2006	29.1	1.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-03	Yes
Mexico	A7	2006	4,624.9	-441.3				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-04	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2005	1.2	0.4	decision XVII/32	1.35	0.00	0%	0%	122%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	Yes
Mongolia	A7	2006	10.6	2.2				0%	0%	38%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-05	Yes
Montenegro	A7	2006	104.9	14.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with no RMP.		Yes
Morocco	A7	2006	802.3	40.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-04	Yes
Mozambique	A7	2005	18.2	1.2				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	No
Myanmar	A7	2006	54.3	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-05	Yes
Namibia	A7	2006	21.9	0.0	decision XV/38	10.00	9.00	0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-03	Yes
Nauru	A7	2006	0.5	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-04	No
Nepal	A7	2006	27.0	0.0	decision XVI/27	13.50	13.50	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Nicaragua	A7	2006	82.8	27.6				0%	0%	122%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-05	Yes
Niger	A7	2006	32.0	15.9				0%	0%	231%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-04	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Nigeria	A7	2006	3,650.0	454.0	decision XIV/30	1,800.00	1,100.00	0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Nov-02	Yes
Niue	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Dec-04	No
Oman	A7	2006	248.4	25.8				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Pakistan	A7	2006	1,679.4	626.0				0%	0%	149%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-04	Yes
Palau	CP	2006	1.6	0.7				0%	0%	175%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	Yes
Panama	CP	2006	384.2	43.7				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes
Papua New Guinea	A7	2006	36.3	3.1	decision XV/40	17.00	8.00	0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Apr-03	Yes
Paraguay	A7	2006	210.6	102.9	decision XIX/22			0%	0%	226%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-07	Yes
Peru	A7	2006	289.5	87.2				0%	0%	101%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-04	Yes
Philippines	A7	2005	3,055.9	1,014.2				0%	0%	121%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Nov-02	Yes
Qatar	A7	2006	101.4	31.4				0%	0%	106%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-01	Yes
Republic of Korea	A7	2005	9,159.8	2,730.0				0%	0%	99%	No	No			Yes
Republic of Moldova	A7	2006	73.3	12.0				0%	0%	9%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Romania	A7	2005	675.8	180.2				0%	0%	78%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-05	Yes
Rwanda	CP	2006	30.4	12.0				0%	0%	163%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2006	3.7	0.6				0%	0%	8%	No	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Apr-06	Yes
Saint Lucia	A7	2006	8.3	0.8				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes

Annex I

Appendix I

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2006	1.8	0.5	decision XVI/30	1.39	0.83	0%	0%	85%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-05	Yes
Samoa	A7	2006	4.5	0.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-00	Yes
Sao Tome and Principe	A7	2006	4.7	1.7				0%	0%	141%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	No
Saudi Arabia	A7	2005	1,798.5	878.5				0%	0%	226%	No	Yes	Non-LVC country that might require further assistance to achieve 2005, 2007 and/or 2010 phase-out targets.		Yes
Senegal	A7	2006	155.8	25.0				0%	0%	7%	No	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-07	Yes
Serbia	A7	2006	849.2	233.8				0%	0%	84%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-04	Yes
Seychelles	A7	2006	2.8	0.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-07	Yes
Sierra Leone	A7	2006	78.6	18.2				0%	0%	54%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Singapore	A7	2006	210.5	0.0				0%	0%	0%	No	No			Yes
Solomon Islands	CP	2006	2.0	1.4				0%	41%	370%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	Yes
Somalia	A7	2006	241.4	84.6				0%	0%	134%	No	No	LVC country with no RMP.		No
South Africa	A7	2006	592.6	0.0				0%	0%	0%	No	No			Yes
Sri Lanka	A7	2006	445.6	135.0				0%	0%	102%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-04	Yes
Sudan	A7	2006	456.8	120.0				0%	0%	75%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes
Suriname	A7	2006	41.3	0.1				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Swaziland	A7	2006	24.6	0.2				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-03	Yes
Syrian Arab Republic	A7	2006	2,224.6	541.2				0%	0%	62%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-06	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Thailand	A7	2006	6,082.1	453.7				0%	0%	0%	No	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-01	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2006	519.7	7.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-05	Yes
Togo	A7	2006	39.8	10.1				0%	0%	69%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Nov-02	Yes
Tonga	A7	2005	1.3	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	No
Trinidad and Tobago	A7	2006	120.0	2.9				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Jul-03	Yes
Tunisia	A7	2006	870.1	59.0				0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Jul-06	Yes
Turkey	A7	2006	3,805.7	0.2				0%	0%	0%	No	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-01	Yes
Turkmenistan	A7	2006	37.3	16.8				0%	0%	200%	No	No	LVC country with a total CFC phase-out plan. (Phase-out plan funded through the GEF when country was a non-Article 5 Party).	Not Available	Yes
Tuvalu	A7	2005	0.3	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	Yes
Uganda	A7	2006	12.8	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Dec-04	Yes
United Arab Emirates	A7	2005	529.3	264.6				0%	0%	233%	No	No			Yes
United Republic of Tanzania	A7	2006	253.9	54.0				0%	0%	42%	Yes	Yes	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Jul-05	No
Uruguay	A7	2006	199.1	81.9				0%	0%	174%	Yes	Yes	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Nov-06	Yes
Vanuatu	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with a total CFC phase-out plan.	Mar-02	No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2005	3,322.4	1,841.8				0%	11%	270%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-04	Yes
Viet Nam	A7	2006	500.0	148.7				0%	0%	98%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Apr-05	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Remarks	Year approved	Licensing System
Yemen	A7	2006	1,796.1	394.7				0%	0%	47%	Yes	Yes	Non-LVC country that might require further assistance to achieve 2005, 2007 and/or 2010 phase-out targets. (Country with an approved RMP in accordance with decision 41/48).		Yes
Zambia	A7	2006	27.4	6.6				0%	0%	61%	Yes	No	LVC country with an RMP/RMP update approved in accordance with decision 31/48.	Apr-04	Yes
Zimbabwe	A7	2006	451.4	63.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan.	Dec-04	Yes

Appendix II

HALON ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Afghanistan	A7	2006	1.9	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline that might need assistance to achieve the 2010 phase-out target.		Yes
Albania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Algeria	A7	2006	237.3	80.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	Yes
Angola	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Antigua and Barbuda	A7	2006	0.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Argentina	A7	2006	167.8	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	Yes
Armenia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Bahamas	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	Yes
Bahrain	A7	2005	38.9	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-00	Yes
Bangladesh	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Barbados	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	No
Belize	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Benin	A7	2005	3.9	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Bhutan	CP	2006	0.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Bolivia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2006	4.1	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Apr-04	Yes

Annex I

Appendix II

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Botswana	A7	2006	5.2	0.3				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	No
Brazil	A7	2006	21.3	2.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	May-96	Yes
Brunei Darussalam	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Burkina Faso	A7	2006	5.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Burundi	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Cambodia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Cameroon	A7	2006	2.4	1.2	decision XV/32			0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Cape Verde	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Central African Republic	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Chad	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Chile	A7	2006	8.5	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-07	Yes
China	CP	2006	34,186.7	161.0				0%	0%	No	Yes	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-97	Yes
Colombia	A7	2006	187.7	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-03	Yes
Comoros	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Congo	CP	2006	5.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Cook Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Costa Rica	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Cote d'Ivoire	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Croatia	A7	2006	30.1	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-04	Yes
Cuba	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Democratic People's Republic of Korea	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2006	218.7	6.8				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Djibouti	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Dominica	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Dominican Republic	A7	2006	4.2	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-07	Yes
Ecuador	A7	2006	5.5	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Egypt	A7	2006	705.0	44.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-00	Yes
El Salvador	A7	2006	0.7	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Equatorial Guinea	A7	1998	28.3	29.0				2%	105%	No	No			No
Eritrea	A7	2005	2.3	0.3				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline that might need assistance to achieve the 2010 phase-out target.		No
Ethiopia	CP	2006	1.1	1.0				0%	82%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	No
Fiji	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Gabon	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Gambia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Georgia	A7	2006	42.5	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-05	Yes
Ghana	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes

Annex I

Appendix II

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Grenada	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	Yes
Guatemala	A7	2006	0.2	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Guinea	A7	2005	8.6	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Guinea Bissau	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Guyana	A7	2006	0.2	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	Yes
Haiti	A7	2006	1.5	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-06	No
Honduras	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
India	A7	2006	1,249.4	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-00	Yes
Indonesia	A7	2005	354.0	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-99	Yes
Iran (Islamic Republic of)	A7	2006	1,420.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-99	Yes
Jamaica	A7	2006	1.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	Yes
Jordan	A7	2006	210.0	36.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-99	Yes
Kenya	A7	2006	5.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	Yes
Kiribati	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Kuwait	A7	2006	3.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Kyrgyzstan	A7	2006	0.0	0.0	decision XVII/36	2.40	1.20	0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Apr-06	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Lao People's Democratic Republic	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Lebanon	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-00	Yes
Lesotho	A7	2006	0.2	0.0	decision XVI/25	0.20	0.10	0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	No
Liberia	A7	2006	19.5	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2005	633.1	714.5	decision XVII/37	714.50	653.91	13%	126%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-05	No
Madagascar	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Malawi	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Malaysia	A7	2006	8.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-93	Yes
Maldives	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Mali	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Marshall Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Mauritania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Mauritius	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Mexico	A7	2006	124.6	51.6				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Mongolia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Montenegro	A7	2006	2.3	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Morocco	A7	2006	7.0	0.0				0%	0%	No	Yes	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Mozambique	A7	2005	0.9	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		No
Myanmar	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes

Annex I

Appendix II

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Namibia	A7	2006	8.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	Yes
Nauru	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Nepal	A7	2006	2.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Nicaragua	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Niger	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Nigeria	A7	2006	285.3	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Niue	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Oman	A7	2006	13.7	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-05	Yes
Pakistan	A7	2006	14.2	0.0	decision XVI/29	7.10		0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-03	Yes
Palau	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Panama	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Papua New Guinea	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Paraguay	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Peru	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Philippines	A7	2005	103.9	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-95	Yes
Qatar	A7	2006	10.7	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-00	Yes
Republic of Korea	A7	2005	3,678.0	855.0				0%	0%	No	No			Yes
Republic of Moldova	A7	2006	0.4	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Romania	A7	2005	3.5	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-06	Yes
Rwanda	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
Saint Kitts and Nevis	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Saint Lucia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Samoa	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Sao Tome and Principe	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Saudi Arabia	A7	2005	1,064.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Senegal	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Serbia	A7	2006	3.8	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	Yes
Seychelles	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Sierra Leone	A7	2006	16.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-07	Yes
Singapore	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Solomon Islands	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Somalia	A7	2006	17.7	18.8				6%	112%	No	No	Country with a halon baseline that might need assistance to achieve the 2010 phase-out target.		No
South Africa	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Sri Lanka	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Sudan	A7	2006	2.0	0.0				0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption.		Yes
Suriname	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Swaziland	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Syrian Arab Republic	A7	2006	416.9	56.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-01	Yes
Thailand	A7	2006	271.7	0.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-99	Yes

Annex I

Appendix II

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 50% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-Out in 2007 business plans	Remarks	Date approved	Licensing system
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2006	32.1	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-02	Yes
Togo	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Tonga	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Trinidad and Tobago	A7	2006	46.6	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-98	Yes
Tunisia	A7	2006	104.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Jul-06	Yes
Turkey	A7	2006	141.0	30.0				0%	0%	Yes	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Nov-02	Yes
Turkmenistan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Tuvalu	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Uganda	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
United Arab Emirates	A7	2005	75.4	25.0				0%	0%	No	No			Yes
United Republic of Tanzania	A7	2006	0.3	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	No
Uruguay	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Vanuatu	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Viet Nam	A7	2006	37.1	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Apr-05	Yes
Yemen	A7	2006	140.0	1.2				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Mar-00	Yes
Zambia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No			Yes
Zimbabwe	A7	2006	1.5	0.0				0%	0%	No	No	Country with an approved halon banking and/or halon phase-out project.	Dec-01	Yes

Appendix III

METHYL BROMIDE ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Afghanistan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Albania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Algeria	A7	2006	4.7	3.6				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-06	Yes
Angola	CP	2006	NDR	0.0						No	No	No			No
Antigua and Barbuda	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Argentina	A7	2006	411.3	287.4				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Mar-02	Yes
Armenia	A7	2006	0.0	0.0	decision XVIII/20			0%	0%	No	No	Yes			No
Bahamas	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 phase-out target.		Yes
Bahrain	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bangladesh	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Barbados	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 phase-out target.		No
Belize	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Benin	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bhutan	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bolivia	A7	2006	0.6	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-01	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2006	3.5	0.0	decision XV/30	5.61	5.61	0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-03	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Botswana	A7	2006	0.1	0.0	decision XV/31	0.00		0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-98	No
Brazil	A7	2006	711.6	76.8				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-05	Yes
Brunei Darussalam	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			No
Burkina Faso	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Burundi	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Cambodia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-05	Yes
Cameroon	A7	2006	18.1	8.7				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-07	Yes
Cape Verde	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Central African Republic	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			Yes
Chad	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Chile	A7	2006	212.5	169.3	decision XVII/29	170.00		0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Dec-00	Yes
China	CP	2006	1,102.1	310.0				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB. (Possible additional funding for 100 ODP tonnes of MB used as a soil fumigant in ginseng crop).	Dec-03	Yes
Colombia	A7	2006	110.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Comoros	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Congo	CP	2006	0.9	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Cook Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Costa Rica	A7	2006	342.5	251.3				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-01	Yes
Cote d'Ivoire	A7	2006	8.1	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-04	Yes
Croatia	A7	2006	15.7	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-01	Yes
Cuba	A7	2006	50.5	10.8				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-04	Yes
Democratic People's Republic of Korea	CP	2006	30.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-98	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2006	1.4	0.1				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Djibouti	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Dominica	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Dominican Republic	A7	2006	104.2	21.3				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-02	Yes
Ecuador	A7	2006	66.2	51.0				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Egypt	A7	2006	238.1	180.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
El Salvador	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-05	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Equatorial Guinea	A7	1998	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Eritrea	A7	2005	0.5	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Ethiopia	CP	2006	15.6	0.0				0%	0%	No	No	No			No
Fiji	A7	2006	0.7	0.7	decision XVII/33	1.50	1.30	0%	25%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	Yes
Gabon	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Gambia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			Yes
Georgia	A7	2006	13.7	7.2				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	Yes
Ghana	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Grenada	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Guatemala	A7	2006	400.7	333.4	decision XVIII/26		400.70	0%	4%	Yes	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Guinea	A7	2005	NDR	0.0						No	No	No			Yes
Guinea Bissau	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Guyana	A7	2006	1.4	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 phase-out target.		Yes
Haiti	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Honduras	A7	2006	259.4	284.6	decision XVII/34	327.60	295.80	10%	37%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-06	Yes
India	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Indonesia	A7	2005	40.7	31.8				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-04	Yes
Iran (Islamic Republic of)	A7	2006	26.7	9.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	Yes
Jamaica	A7	2006	4.9	1.8				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Jordan	A7	2006	176.3	42.6				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-99	Yes
Kenya	A7	2006	217.5	34.2				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Kiribati	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Kuwait	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Kyrgyzstan	A7	2006	14.2	2.7				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-03	Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Lebanon	A7	2006	236.4	44.3				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-01	Yes
Lesotho	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	No			No
Liberia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2005	94.1	96.0	decision XVII/37	96.00	96.00	2%	28%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	No
Madagascar	A7	2006	2.6	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-05	Yes
Malawi	A7	2006	112.7	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-00	Yes
Malaysia	A7	2006	14.6	11.3				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-04	Yes
Maldives	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mali	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Marshall Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mauritania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Mauritius	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-03	Yes
Mexico	A7	2006	1,130.8	722.6				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Apr-04	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mongolia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Montenegro	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Morocco	A7	2006	697.2	383.8				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Jul-01	Yes
Mozambique	A7	2005	3.4	0.9				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 phase-out target.		No
Myanmar	A7	2006	3.4	0.0				0%	0%	No	No	No			Yes
Namibia	A7	2006	0.8	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Nauru	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Nepal	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			Yes
Nicaragua	A7	2006	0.4	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-05	Yes
Niger	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Nigeria	A7	2006	2.8	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Niue	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Oman	A7	2006	1.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-04	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Pakistan	A7	2006	14.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-05	Yes
Palau	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Panama	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Papua New Guinea	A7	2006	0.3	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-03	Yes
Paraguay	A7	2006	0.9	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	Yes
Peru	A7	2006	1.3	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-00	Yes
Philippines	A7	2005	10.3	8.2				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-04	Yes
Qatar	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Republic of Korea	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Republic of Moldova	A7	2006	7.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-05	Yes
Romania	A7	2005	111.5	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-01	Yes
Rwanda	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2006	0.3	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-06	Yes
Saint Lucia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Samoa	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Sao Tome and Principe	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Saudi Arabia	A7	2005	0.6	27.6				4500%	5650%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Senegal	A7	2006	53.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-01	Yes
Serbia	A7	2006	8.3	0.0				0%	0%	No	Yes	Yes			Yes
Seychelles	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Sierra Leone	A7	2006	2.6	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-05	Yes
Singapore	A7	2006	5.0	1.2				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Solomon Islands	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Somalia	A7	2006	0.5	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
South Africa	A7	2006	602.7	330.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Sri Lanka	A7	2006	4.1	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-02	Yes
Sudan	A7	2006	3.0	1.8				0%	0%	No	Yes	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Suriname	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Swaziland	A7	2006	0.6	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Nov-02	Yes
Syrian Arab Republic	A7	2006	188.6	64.8				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-01	Yes
Thailand	A7	2006	183.0	141.1				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-04	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2006	12.2	-0.3				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Dec-00	Yes
Togo	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Tonga	A7	2005	0.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Trinidad and Tobago	A7	2006	1.7	0.4				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-06	Yes
Tunisia	A7	2006	8.3	5.3				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 limit in a future year.		Yes
Turkey	A7	2006	479.7	20.4				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Dec-01	Yes
Turkmenistan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			Yes
Tuvalu	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Uganda	A7	2006	6.3	0.0	decision XV/43	6.00	4.80	0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-01	Yes
United Arab Emirates	A7	2005	7.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
United Republic of Tanzania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Uruguay	A7	2006	11.2	8.5	decision XVII/39	8.90	8.90	0%	0%	Yes	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Jul-01	Yes
Vanuatu	A7	2005	0.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 phase-out target.		No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2005	10.3	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Apr-05	Yes
Viet Nam	A7	2006	136.5	96.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-06	Yes
Yemen	A7	2006	54.5	36.7				0%	0%	No	No	Yes	Country with approved projects that would at a minimum enable compliance with the 2005 phase-out target.	Dec-03	Yes
Zambia	A7	2006	29.3	6.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 20% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified Copenhagen Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Zimbabwe	A7	2006	557.0	156.8				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB.	Nov-06	Yes

Appendix IV

CTC ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Afghanistan	A7	2006	0.9	0.1				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Nov-05	Yes
Albania	A7	2006	3.1	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-03	Yes
Algeria	A7	2006	20.9	2.2				0%	No	Yes	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Angola	CP	2006	NDR	0.0					No	No	No			No
Antigua and Barbuda	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Argentina	A7	2006	187.2	9.9				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Armenia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Bahamas	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Bahrain	A7	2005	0.7	0.0				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Bangladesh	A7	2006	5.7	0.1				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-04	Yes
Barbados	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Belize	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Benin	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Bhutan	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Bolivia	A7	2006	0.3	0.2				344%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Mar-07	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Botswana	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Brazil	A7	2006	411.6	0.1				0%	No	Yes	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Brunei Darussalam	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	No			No

Annex I

Appendix IV

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Burkina Faso	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Burundi	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Cambodia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Cameroon	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Cape Verde	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Central African Republic	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	No			Yes
Chad	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Chile	A7	2006	0.6	-0.1				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
China	CP	2006	38,220.6	890.6				0%	No	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Nov-02	Yes
Colombia	A7	2006	6.1	0.7				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-06	Yes
Comoros	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Congo	CP	2006	0.6	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Cook Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Costa Rica	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Cote d'Ivoire	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Croatia	A7	2006	3.9	-1.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Cuba	A7	2006	2.7	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Jul-04	Yes
Democratic People's Republic of Korea	CP	2006	1,285.2	0.0				0%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2006	15.3	16.5	decision XVIII/21		16.50	619%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Mar-07	Yes
Djibouti	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Dominica	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Dominican Republic	A7	2006	29.0	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Ecuador	A7	2006	0.5	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Egypt	A7	2006	38.5	5.5				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-04	Yes
El Salvador	A7	2006	0.0	0.1				Over	No	No	Yes			Yes
Equatorial Guinea	A7	1998	NDR	1.9					No	No	Yes			No
Eritrea	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Ethiopia	CP	2006	0.0	0.0				0%	Yes	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	No
Fiji	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Gabon	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Gambia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Georgia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Ghana	A7	2006	0.4	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-04	Yes
Grenada	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Guatemala	A7	2006	10.6	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Guinea	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Guinea Bissau	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Guyana	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Haiti	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Honduras	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
India	A7	2006	11,505.4	1,127.5				0%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Jul-03	Yes
Indonesia	A7	2005	0.0	0.0				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-04	Yes
Iran (Islamic Republic of)	A7	2006	77.0	11.0	decision XIX/27			0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Nov-06	Yes
Jamaica	A7	2006	2.8	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-04	Yes

Annex I

Appendix IV

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Jordan	A7	2006	40.3	1.1				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Nov-02	Yes
Kenya	A7	2006	65.9	0.3				0%	No	Yes	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Kiribati	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Kuwait	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Kyrgyzstan	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Lebanon	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Lesotho	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	No			No
Liberia	A7	2006	0.2	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Madagascar	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Malawi	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Malaysia	A7	2006	4.5	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-01	Yes
Maldives	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Mali	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Marshall Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Mauritania	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Mauritius	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Mexico	A7	2006	62.5	0.1	decision XVIII/30			0%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Jul-07	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Mongolia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Montenegro	A7	2006	1.1	0.1				0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Morocco	A7	2006	1.1	0.1				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Mozambique	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Myanmar	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Namibia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Nauru	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Nepal	A7	2006	0.9	0.1				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Nov-05	Yes
Nicaragua	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Niger	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Nigeria	A7	2006	152.8	0.0				0%	No	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Jul-04	Yes
Niue	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Oman	A7	2006	0.1	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Pakistan	A7	2006	412.9	41.8	decision XVIII/31		41.80	0%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Palau	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Panama	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Papua New Guinea	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Paraguay	A7	2006	0.6	0.0	decision XIX/22			0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Peru	A7	2006	1.0	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Philippines	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Qatar	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Republic of Korea	A7	2005	638.0	-437.8				0%	No	No	Yes			Yes
Republic of Moldova	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Romania	A7	2005	368.6	32.7				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Rwanda	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes

Annex I

Appendix IV

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Saint Kitts and Nevis	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Saint Lucia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Samoa	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Sao Tome and Principe	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Saudi Arabia	A7	2005	259.2	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Senegal	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Serbia	A7	2006	18.8	1.4				0%	No	Yes	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Seychelles	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Sierra Leone	A7	2006	2.6	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Singapore	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Solomon Islands	CP	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Somalia	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
South Africa	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Sri Lanka	A7	2006	35.1	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Jul-04	Yes
Sudan	A7	2006	2.2	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-04	Yes
Suriname	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Swaziland	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Syrian Arab Republic	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Thailand	A7	2006	7.5	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-01	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2006	0.1	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Togo	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over 85% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plan	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Tonga	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Trinidad and Tobago	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Tunisia	A7	2006	2.9	0.0				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Turkey	A7	2006	105.1	0.9				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Turkmenistan	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Tuvalu	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Uganda	A7	2006	0.4	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
United Arab Emirates	A7	2005	0.0	0.4				Over	No	No	Yes			Yes
United Republic of Tanzania	A7	2006	0.1	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		No
Uruguay	A7	2006	0.4	0.0				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Vanuatu	A7	2005	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2005	1,107.2	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Viet Nam	A7	2006	1.6	0.0				0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 CTC phase-out target.		Yes
Yemen	A7	2006	0.0	0.0				0%	No	No	Yes			Yes
Zambia	A7	2006	0.7	0.0				0%	No	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Zimbabwe	A7	2006	11.6	0.0				0%	Yes	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project.	Nov-06	Yes

Appendix V

TCA ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Afghanistan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Albania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-03	Yes
Algeria	A7	2006	5.8	4.0				0%	0%	No	Yes	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Angola	CP	2006	NDR	0.0						No	No	No			No
Antigua and Barbuda	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Argentina	A7	2006	65.7	15.3				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Armenia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Bahamas	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bahrain	A7	2005	22.7	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Bangladesh	A7	2006	0.9	0.5	decision XVII/27	0.55	0.55	0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-04	Yes
Barbados	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Belize	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Benin	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bhutan	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bolivia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2006	1.5	0.0	decision XVII/28	1.30	0.00	0%	0%	No	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Botswana	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Brazil	A7	2006	32.4	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Brunei Darussalam	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			No
Burkina Faso	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Burundi	A7	2005	0.1	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Cambodia	A7	2006	0.5	0.3				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Cameroon	A7	2006	8.2	0.6				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Nov-06	Yes
Cape Verde	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Central African Republic	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			Yes
Chad	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Chile	A7	2006	6.4	4.5	decision XVII/29	4.51	4.51	0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
China	CP	2006	721.2	279.9				0%	0%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Mar-00	Yes
Colombia	A7	2006	0.6	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Comoros	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Congo	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Cook Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Costa Rica	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Cote d'Ivoire	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Croatia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Cuba	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Democratic People's Republic of Korea	CP	2006	7.7	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2006	4.8	4.0	decision XVIII/21		4.00	0%	19%	Yes	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Mar-07	Yes
Djibouti	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Dominica	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Dominican Republic	A7	2006	3.6	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Ecuador	A7	2006	2.0	0.0	decision XVII/31	1.40		0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Egypt	A7	2006	26.0	12.5				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-04	Yes
El Salvador	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Equatorial Guinea	A7	1998	NDR	0.0						No	No	Yes			No
Eritrea	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Ethiopia	CP	2006	0.5	0.0				0%	0%	Yes	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	No
Fiji	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Gabon	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Gambia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Georgia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Ghana	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Grenada	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Guatemala	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Guinea	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Guinea Bissau	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Guyana	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Haiti	A7	2006	0.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		No
Honduras	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
India	A7	2006	122.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Indonesia	A7	2005	13.3	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-04	Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Iran (Islamic Republic of)	A7	2006	8.7	4.0				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Nov-06	Yes
Jamaica	A7	2006	1.4	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-04	Yes
Jordan	A7	2006	18.2	2.2				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Nov-02	Yes
Kenya	A7	2006	1.1	0.1				0%	0%	Yes	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Kiribati	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Kuwait	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Kyrgyzstan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Lebanon	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Lesotho	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	No			No
Liberia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Madagascar	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Malawi	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Malaysia	A7	2006	49.5	5.2				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-01	Yes
Maldives	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mali	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Marshall Islands	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mauritania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mauritius	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Mexico	A7	2006	56.4	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Micronesia (Federated States of)	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Mongolia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Montenegro	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Morocco	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Mozambique	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Myanmar	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Namibia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Nauru	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Nepal	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Nicaragua	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Niger	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Nigeria	A7	2006	32.9	0.0				0%	0%	No	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Jul-04	Yes
Niue	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Oman	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Pakistan	A7	2006	2.3	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Palau	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Panama	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Papua New Guinea	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Paraguay	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Peru	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Philippines	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Qatar	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Republic of Korea	A7	2005	513.3	355.7				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Republic of Moldova	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Romania	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Rwanda	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Saint Kitts and Nevis	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Saint Lucia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Samoa	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Sao Tome and Principe	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Saudi Arabia	A7	2005	29.8	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Senegal	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Serbia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Seychelles	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Sierra Leone	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Singapore	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Solomon Islands	CP	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Somalia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
South Africa	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Sri Lanka	A7	2006	3.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Jul-04	Yes
Sudan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Suriname	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Swaziland	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Syrian Arab Republic	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Thailand	A7	2006	54.6	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-01	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Togo	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Tonga	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline (ODP tonnes)	Latest consumption (ODP tonnes)	Compliance decision	2005 Action Plan target (ODP tonnes)	2006 Action Plan target (ODP tonnes)	Percentage over freeze	Percentage over 30% reduction	Ongoing phase-out (as of October 2007)	Phase-out in 2007 business plans	Ratified London Amendment	Remarks	Year approved	Licensing system
Trinidad and Tobago	A7	2006	0.7	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Tunisia	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Turkey	A7	2006	37.4	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Dec-03	Yes
Turkmenistan	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Tuvalu	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Uganda	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
United Arab Emirates	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
United Republic of Tanzania	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Uruguay	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			Yes
Vanuatu	A7	2005	0.0	0.0				0%	0%	No	No	Yes			No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2005	4.6	1.7				0%	0%	Yes	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Viet Nam	A7	2006	0.2	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country that might need assistance to achieve the 2005 TCA phase-out target.		Yes
Yemen	A7	2006	0.9	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Zambia	A7	2006	0.1	0.0				0%	0%	No	No	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project.	Apr-05	Yes
Zimbabwe	A7	2006	0.0	0.0				0%	0%	Yes	No	Yes			Yes

Annex II

COUNTRIES SUBJECT TO DECISIONS/RECOMMENDATIONS ON COMPLIANCE

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Albania	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to confirm that CFC consumption is no greater than 15.2 ODP tonnes.	The country met its action plan for 2006, based on A7 data. The Executive Committee has approved a total CFC phase-out plan for Albania.	Yes
Armenia	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	In an email dated 4 July 2007, the Government of Armenia advised the Ozone Secretariat that "the last Government Resolution on the Approval of ODS Import/Export and Transit Shipment Permit Form and its Issuing Procedure that would allow the Law on ODS to be fully operational, was adopted by the Government last week which means that the licensing system is already in place in Armenia."	Yes
Bangladesh	CFC phase-out (anticipated future non-compliance)	Submit a copy of the CFC MDI transition strategy following Executive Committee approval of the strategy, ensuring that the documentation submitted includes a description of the planned regulatory measures intended to restrict the consumption of CFC-based MDIs and to expedite the adoption of CFC-free alternatives. Submit a report on the implementation of its NPP and any revisions that could be made, in the light of the progress made in the implementation of the NPP, to the estimated amount by which the Party is expected to exceed its annual allowable consumption of CFCs in each of the years 2007 to 2009.	The 52 nd Meeting of the Executive Committee approved a project for an MDI transition strategy. The country was in advance of its commitment in decision XVII/27 of PCA. However, with respect to the country's expectation that it will exceed its allowable CFC consumption for 2007-2009, the Implementation Committee requested updated information on its NPP and MDI strategy. According to UNDP, the additional information requested by the 39 th Meeting of the Implementation Committee is due to be submitted by February 2008 and in this regard the Government is currently compiling the necessary information. The MDI project has to complete the internal approval procedure of the Government of Bangladesh before implementation begins. It is expected that this will occur before the end of 2007.	Yes (report) No (2007-2009 compliance)
Bangladesh	Methyl chloroform phase-out	Submit 2006 A7 data to confirm TCA consumption at a level no greater than 0.550 ODP tonnes.	The country reported that it consumed 0.5 ODP tonnes of TCA, which is within its commitment for 2006. The Government of Bangladesh did not submit its CP or A7 data. The Government of Bangladesh informed the Implementation Committee of its hope that the import controls it had imposed on methyl chloroform, as well as planned training workshops for importers and end-users of methyl chloroform on alternatives to ODS, would ensure that it met its methyl chloroform consumption reduction commitments contained in decision XVII/27. A7 data was reported on 10 September according to UNDP.	Yes

Annex II

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Barbados	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	A licensing system has been submitted for approval, but the approval has not yet been reported. UNDP indicated to both the 52 nd Meeting and in its current report that the NOU had not been responsive. Moreover, none of the US \$198,761 approved by the RMP has been disbursed. It should be noted that an RMP is to assist the 2007 controls and without implementation of the RMP, the Executive Committee has not approved TPMPs to assist with the final 2010 CFC phase-out.	Yes (report) No (licensing system)
Belize	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 10 ODP tonnes.	A7 data indicated 3.9 ODP tonnes. An RMP/RMP update has been approved for Belize.	Yes
Bolivia	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 37.84ODP tonnes.	A7 data indicated consumption of 33.1 ODP tonnes. The Executive Committee has approved a total CFC phase-out plan for Bolivia. The country has an approved CFC phase-out plan.	Yes
Bolivia	CTC phase-out	Possible deviation of the 2006 action plan requirement.	Activity should be addressed in the TPMP. Reported consumption exceeds the zero action plan requirement and no indication has been provided as to whether the consumption had been for laboratory applications. The country has an approved CTC phase-out plan/project. The Government indicated to the Ozone Secretariat that the consumption was used for laboratory and analytical uses. The Parties decided that any consideration of compliance for CTC for analytical and laboratory process was deferred until 2007 (decision XVII/13).	Yes
Bolivia	CTC phase-out	Submit information on the status of the Party's efforts to phase out CTC consumption, in particular consumption for the testing of tar in road-paving and total petroleum hydrocarbon in water, recalling decision XI/15, which removed those laboratory applications from the global exemption for laboratory and analytical uses on the grounds that they could be performed without the use of that ODS.	Activity should be addressed in the TPMP. Reported consumption exceeds the zero action plan requirement and no indication has been provided as to whether the consumption had been for laboratory applications. The country has an approved CTC phase-out plan/project. The Government indicated to the Ozone Secretariat that the consumption was used for laboratory and analytical uses. The Parties decided that any consideration of compliance for CTC for analytical and laboratory process was deferred until 2007 and decided to defer consideration therefore in accordance with decision XVII/13.	Yes
Bosnia & Herzegovina	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 33ODP tonnes.	A7 data indicated 32.6 ODP tonnes. The country has an approved CFC phase-out plan.	Yes
Bosnia & Herzegovina	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce methyl bromide to 5.61 ODP tonnes.	A7 data indicated zero consumption. The country has approved projects for the complete phase-out of methyl bromide.	Yes

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Bosnia & Herzegovina	Methyl chloroform phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to maintain TCA at zero ODP tonnes.	A7 data indicated zero consumption. The country has an approved TCA phase-out plan/project.	Yes
Bosnia & Herzegovina	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system (including quotas) and the ban on ODS-containing equipment.	UNIDO indicated, in the context of its progress report, that a decision of Council of Ministers on conditions regarding the implementation of the Montreal Protocol and the phase-out of ozone depleting substances was published in the Official Gazette No. 36 of Bosnia and Herzegovina on 15 May 2007. With this decision, the licensing system, quota system and permitting system have been established. Licenses, quota or permits have not yet been issued due to the recent enforcement date. UNEP and UNIDO indicated in the context of their progress reports that import of ODS-using equipment was banned as of 1 July 2007, as per Chapter VIII, article 32 of the decision. The 38 th Meeting of the Implementation Committee noted with appreciation that the Government of Bosnia and Herzegovina had introduced a ban and established a licensing system.	Yes
Botswana	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system (including quotas) for methyl bromide.	The Government of Botswana informed the 38 th Meeting of the Implementation Committee that its Agro-Chemical Act of 1999 would ensure the sustained phase-out of methyl bromide and the 38 th Meeting of the Implementing Committee noted, with appreciation, that the Party had completed implementation in 2006 of the commitment contained in decision XVII/28 to introduce a ban on the import of ODS equipment and to establish a system for licensing the import and export of ODS, including quotas, in that year. However, the Parties urged the Government of Botswana to submit information to clarify the operation of its licensing system with respect to exporting of methyl bromide and imports and exports of mixtures containing methyl bromide.	No
Cape Verde	Regulatory measures	Submit information to clarify the operation of its licensing system with respect to the control of exports of methyl bromide and the control of the import and export of mixtures containing methyl bromide.	The country has not reported CP data for 2006 but in 2005 it indicated, in the context of its CP report, that its licensing system was not operating so well.	No
Chile	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to maintain methyl bromide consumption at a level no greater than 170 ODP tonnes.	A7 data indicated consumption of 169.61 ODP tonnes. A project has been approved that would enable 2005 phase-out target.	Yes The 39 th Meeting of the Implementation Committee urged the Government of Chile to provide an update on its progress in introducing an import quota system and

Annex II

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
				implementing alternatives to TCA.
Chile	Methyl chloroform phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce TCA consumption to 4.51 ODP tonnes.	A7 data indicated 4.5 ODP tonnes of TCA consumption. The country has an approved TCA phase-out project.	Yes
Chile	Methyl chloroform phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce TCA consumption to 4.512 ODP tonnes.	A7 data indicated consumption of 4.46 ODP tonnes. The country has an approved TCA phase-out plan/project.	Yes
Chile	Regulatory measures	Report on progress towards regulations for an import quota system.	CP data indicated that the regulatory process had not been completed. The Government of Chile informed the 38 th Meeting of the Implementation Committee that five of the required six ministers had signed the regulations, all of which were needed before presidential signature. The Parties have requested an update on progress on introducing a licensing system (including quotas) by 29 February 2008.	Yes (report) No (licensing system)
Chile	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	UNEP reported that the licensing system had been approved by Parliament.	Yes
Cook Islands	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	CP data indicated that the draft regulation was in public consultation. This was also indicated by UNEP to the 38 th Meeting of the Implementation Committee. The country expects to establish the licensing system during the fourth quarter of 2007, according to UNEP.	Yes (report) No (licensing system)
Cote d'Ivoire	Data reporting	No action required.	The country has reported 2005 A7 data.	Yes
Dominica	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC consumption to 0.5ODP tonnes.	A7 data indicated 0.5 ODP tonnes consumption. A CFC phase-out project has been approved for the country.	Yes
Dominica	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system (including quotas).	The Government of Dominica reported in its CP data that an import/export licensing and quota system has been in place since December 2006. The 38 th Meeting of the Implementation Committee noted with appreciation that systems for licensing and import quotas were in place.	Yes
DR Congo	CTC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CTC consumption to 16.5 ODP tonnes.	A7 data indicated 16.5 ODP tonnes of CTC consumption.	Yes
DR Congo	Data reporting	Report 2005 A7 data.	The country has reported 2005 A7 data.	Yes

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
DR Congo	Methyl chloroform phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce TCA consumption to 4 ODP tonnes.	A7 data is consistent with commitments in the plan of action. Consumption was 4 ODP tonnes. The country has an approved TCA phase-out project.	Yes
Ecuador	Methyl bromide phase-out action plan	Submit information requested by the Secretariat in its correspondence dated 27 April 2007 in order that the Committee might complete its review of the Party's plan of action for returning to compliance with the control measures of the Montreal Protocol for methyl bromide.	A revised plan of action was submitted by the Government of Ecuador that included a 140 per cent increase in methyl bromide consumption over the Party's estimated 2006 consumption and would not return the Party to compliance until 2008. Moreover, the plan would not provide an accelerated phase-out as was a condition of the Executive Committee (decision 48/9(a)) including the project in the World Bank's business plan. The Parties requested the Government of Ecuador to submit the outstanding information by the Ozone Secretariat in its correspondence dated 27 April 2007 as well as additional information requested at the 29 th Meeting by 29 February 2008. The Government of Ecuador provided additional clarification at the 39 th Meeting of the Implementation Committee as to what compliance measures the country was taking. These clarifications included the point that some alternatives demonstrated in the earlier projects had not shown positive results but needed to be replicated in other parts of the country; and one alternative (agrocelhone), already identified as good alternative to methyl bromide, had to be registered in Ecuador. Registration of this alternative is expected to be completed within the next six months. In addition to this report, the Bank has learned that the Secretary of Industry asked the Secretary of Agriculture to permit the import of 415 liters of agrocelhone in order to carry out the testing. The product is expected to arrive by October. Testing will be phased in as the product arrives in Ecuador. Registration of this product has already been initiated and is expected to be completed by the time testing is concluded. The country has also received assistance (in the spring) on developing a schedule of activities to start new research with clear roles laid out for each institution participating, selection of alternatives to be tested (i.e., agrocelhone, metam-sodium, and MB at 50 per cent concentration), as well as the farms, budget and agreements needed. The Government of Ecuador plans to respond to the additional questions raised at the 39 th Meeting of the Implementation Committee by the 29 February 2008 deadline.	No

Annex II

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
El Salvador	CTC phase-out	Possible deviation from a 2006 action plan requirement.	The survey identified 0.7 kg for laboratory uses. The Government indicated that it would report this in its 2006 data and request it be noted that deviation was for laboratory uses. The Parties decided that any consideration of compliance for CTC for analytical and laboratory process was deferred until 2007 (decision XVII/13) and therefore decided to defer consideration of this matter accordingly.	Yes
Equatorial Guinea	Data reporting	Submit outstanding base-year and baseline data (make best efforts).	The country submitted all outstanding data.	Yes
Eritrea	CFC phase-out	Submit an explanation for a 2005 CFC consumption deviation and, if relevant, a CFC plan of action.	A TPMP and a country programme was submitted to the 52 nd Meeting but was subsequently withdrawn. The Government of Eritrea indicated to the Ozone Secretariat that the reason for the deviation in 2005 was a lack of capacity to control ODS imports which has subsequently been redressed as an import permit system for ODS has been established. However, it also indicated that the action plan would be submitted when the CP was completed, which has not yet occurred.	Yes (explanation) No (action plan)
Eritrea	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Eritrea indicated to the Ozone Secretariat that its licensing system would commence operation following approval from the legal office. The Government had committed to establish a licensing system by 1 January 2006 (per decision XVII/32) and communicated to UNEP that the establishment of the licensing system is in the final stage (i.e., only awaiting the final approval by the government legal office responsible for harmonizing all legal proclamations in Eritrea in order to operationalize the licensing of imports and exports of ODSs). Data for 2006 is being verified and cross-checked with the Government of Eritrea for discrepancies.	Yes (report) No (licensing system)
Ethiopia	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to maintain CFC consumption no greater than 17 ODP tonnes.	Consumption was 15 ODP tonnes. The country fulfilled its action plan commitments.	Yes
Federated States of Micronesia	CFC phase-out	Submit 2006 data to enable review of the commitment to reduce CFC consumption to zero.	The country has not reported CP or A7 data. A total CFC phase-out plan was approved for the country.	No
Federated States of Micronesia	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system (including quotas).	The country informed the 38 th Meeting of the Implementation Committee that the required regulation was still in draft form and under review, but that the licensing system had been established. The regulation is expected to be completed by the end of September 2007, according to a report from the Government of Australia.	Yes (licensing system) No (quota regulations)

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Fiji	Methyl bromide phase-out	Submit 2005 A7 data to enable review of the commitment to reduce methyl bromide to 1.3 ODP tonnes	CP data indicated consumption of 0.7 ODP tonnes. The country achieved its action plan commitment based on CP data. The Executive Committee has approved projects for the complete phase-out of methyl bromide in the country.	Yes
Guatemala	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 50 ODP tonnes.	A7 data indicated a consumption of 12.7 ODP tonnes. An RMP/RMP update was approved for the country.	Yes
Guatemala	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce methyl bromide to 400.7 ODP tonnes.	A7 data is consistent with commitments in the plan of action. A project that would, at a minimum, enable compliance with the 2005 control measures was approved for the country.	Yes
Guatemala	Regulatory measures	Submit an explanation as to why the ban it has introduced on the import of CFC-using equipment does not also cover the import of equipment using other ODS, in accordance with the commitment detailed in paragraph 3 (d) of decision XV/34.	The country has not reported CP data. UNEP indicated that an agreement was signed in May 2007 to control imports and banned equipment but that it did not include all equipment containing ODS. The Ozone Secretariat noted that the banned equipment only addresses CFCs but not other ODS or aerosols and the consumption limit was different from that in the action plan. The Ozone Secretariat has requested clarification.	No
Guatemala	Regulatory measures	Submit an explanation as to why the maximum allowable CFC consumption limit for the year 2007 contained in its ODS regulations appears to be inconsistent with decision XV/34, which recorded the commitment of the Government of Guatemala to limit its CFC consumption in 2007 to 20 ODP tonnes.	No report has been provided to the Ozone Secretariat.	No
Guinea Bissau	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 13.137 ODP tonnes.	A7 data is consistent with commitments in the plan of action. An RMP/RMP update has been approved for the country.	Yes
Guyana	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Ozone Secretariat confirmed the establishment of the licensing system.	Yes
Haiti	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	CP data indicated that the country does not have ODS regulations or a licensing system. UNDP reported that draft ODS legislation has been prepared and has been ready for some time but minor adjustments required by the Government remain pending. UNEP CAP has had several meetings with the Minister who is prepared to sign the legislation as soon as the updated version is provided by the NOU. At the Regional Network meeting held in August, information available indicated that the legislation had not yet been enacted. UNDP indicated that the NOU has been non-communicative with	Yes (report) No (licensing system)

Annex II

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
			respect to the status of the regulations. UNEP CAP is visiting Haiti in October, and they will probably be able to better assess the situation regarding the enactment of the ODS legislation. UNDP understands that little progress has been made. The 52 nd Meeting of the Executive Committee approved a revised strategy for the R&R programme in Haiti. The revised plan of action includes activities such as additional training, provision of tools, etc. These activities can be implemented without having the ODS licensing system in place. UNDP has started the implementation of the revised R&R programme.	
Honduras	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce methyl bromide to 295.8 ODP tonnes.	A7 data is consistent with commitments in the plan of action. The Executive Committee approved a project for the total phase-out of methyl bromide for the country.	Yes
Islamic Republic of Iran	CTC phase-out	Submit an explanation for a 2005 CTC deviation and, if relevant, a plan of action.	A draft decision incorporating the action plan is being forwarded to the 19 th Meeting of the Parties. The country has a project/plan for the phase-out of CTC.	Yes
Kenya	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 60 ODP tonnes.	A7 data is consistent with commitments in the plan of action. A total CFC phase-out plan was approved for the country.	Yes
Kenya	Regulatory measures	Report the gazettal of ODS regulations required to establish and implement a licensing and quota system.	ODS regulations were gazetted on 31 May 2007.	Yes
Kiribati	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The establishment of the licensing system is expected during the fourth quarter of 2007, according to UNEP. The Government of Australia indicated that there had been significant progress made on regulations and temporary controls had been approved. The Environment Bill has been approved, and the country is now legislating ODS regulations, which will be ready for implementation in late 2007, according to a report from the Government of Australia.	Yes (report) No (licensing system and regulations, pending)
Kyrgyzstan	Halon phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to consume no greater than 1.2 ODP tonnes of halon.	A7 data indicated zero consumption. A halon banking project has been approved for the country.	Yes
Lao PDR	Data reporting	Submit outstanding base-year and baseline data (make best efforts).	The Ozone Secretariat indicated that all outstanding data had been provided.	Yes
Lesotho	Halon phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to consume no greater than 0.1 ODP tonnes of halon.	A7 data indicated zero consumption. A halon banking project has been approved for the country.	Yes
Libyan Arab Jamahiriya	CFC phase-out	Submit 2006 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 303 ODP tonnes	The country met its action plan target for 2006. A terminal CFC phase-out project was approved for the country.	Yes

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Libyan Arab Jamahiriya	Halon phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce halon consumption at no greater than 653.91 ODP tonnes.	The country has not reported CP data or A7 data to enable a review of commitments. A halon banking project was approved for the country. UNIDO indicated that the methyl bromide and halon data are under preparation. It is expected that the data will not be submitted until the end of October 2007. A delegation from the NOU is planning to visit UNIDO Headquarters in October 2007.	No
Libyan Arab Jamahiriya	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to maintain methyl bromide at no greater than 96 ODP tonnes.	The country has not reported CP data or A7 data to enable a review of commitments. The Executive Committee approved a project for the total phase-out of methyl bromide. UNIDO indicated that the methyl bromide and halon data are under preparation. It is expected that the data will not be submitted until the end of October 2007. A delegation from the NOU is planning to visit UNIDO Headquarters in October 2007.	No
Libyan Arab Jamahiriya	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system (including quotas) and monitor the ban.	The country has confirmed that it has fulfilled its commitment for a system for licensing imports and exports of ODS, including quotas.	Yes
Maldives	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to maintain CFC at no greater than 2.3 ODP tonnes.	The country met its action plan commitment. An RMP/RMP update has been approved for the country. The country also indicated that it might have difficulty meeting its 2007 commitments, but was seeking means by which to stay within its requirement while meeting the needs of its country for CFCs.	Yes
Marshall Islands	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The country has reported the establishment of a licensing system.	Yes
Montenegro	Data reporting	Submit outstanding base-year and baseline data (make best efforts).	Data has been submitted.	Yes
Namibia	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to maintain CFC at no greater than 9.0 ODP tonnes.	CP data and A7 data indicate 0 ODP tonnes. A total CFC phase-out project was approved for the country.	Yes
Nauru	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	Information has not been reported although draft regulations have been submitted and UNEP through SPREP, which is assisting. According to UNEP, the Government of Nauru circulated the draft regulations to both UNEP and SPREP for additional comments in September 2007.	No
Nepal	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to release no more than 13.5 ODP tonnes onto domestic market.	Zero consumption has been reported. A total CFC phase-out plan has been approved for Nepal. The country reported the release of 12 ODP tonnes of confiscated CFC, which is consistent with its commitment.	Yes
Nigeria	CFC phase-out	Submit 2006 A7 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 1100 ODP tonnes.	The country has reported and is in compliance, according to the Ozone Secretariat. A terminal CFC phase-out project was approved for the country.	Yes

Annex II

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Niue	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Australia indicated that draft regulations had been prepared by the Crown Counsel and had been circulated to Ministries for comment and approval. UNEP reported that the ODS Act had been passed and the ODS Regulations should be passed in the fourth quarter of 2007.	Yes (report) No (regulation)
Pakistan	CTC phase-out	Possible deviation of a 2006 action plan requirement.	The country met its action plan commitment and has banned imports effective 28 May 2007.	Yes
Pakistan	Halon phase-out	Submit 2006 data to enable review of the commitment to reduce halon to 7.1 ODP tonnes.	The country reported A7 data and on 6 September indicated compliance with the action plan. A halon banking project was approved for the country.	Yes
Palau	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Australia indicated that Palau's licensing system became operational in August 2006. Palau's CP data and the Ozone Secretariat confirmed this.	Yes
Papua New Guinea	CFC phase-out	Submit 2006 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 8 ODP tonnes	CP data and A7 data indicated 3.1 ODP tonnes of CFCs. A total CFC phase-out plan has been approved for the country.	Yes
Papua New Guinea	Regulatory measures	Report on the commitment to ban imports of ODS-using equipment.	The Government of Germany indicated that regulations banning import of equipment containing ODS is being enforced by customs. Correspondence was received by the 38 th Meeting of the Implementation Committee from the Government of Papua New Guinea, which indicated that regulations were passed on 9 February 2007.	Yes
Paraguay	CFC phase-out action plan	Respond to requests for clarification on a CFC plan of action and submit 2006 data.	An action plan was approved in decision XIX/22 and the Party provided 2006 CFC data, returning to compliance.	Yes
Paraguay	CTC phase-out action plan	Respond to requests for clarification on a CTC plan of action and submit 2006 data.	An action plan was approved in decision XIX/22 and the Party reported zero consumption. A total CTC phase-out plan/project has been approved for the country.	Yes
Saint Vincent & the Grenadines	CFC phase-out	Submit 2006 data to enable review of the commitment to reduce CFC to 0.83 ODP tonnes.	CP data and A7 data indicate 0.5 ODP tonnes. A total CFC phase-out plan was approved for the country.	Yes
Samoa	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Australia indicated that Samoa's licensing system was established in May 2006 and the Ozone Secretariat received confirmation of this in June 2007.	Yes
Sao Tome & Principe	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Sao Tome and Principe did not submit CP implementation data in 2006 nor has it reported on its licensing system. However UNEP reported that the licensing system, regulations and quota were approved in January 2007 by the Government and are to be approved by legislation in November.	No

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Saudi Arabia	Baseline revision request	Submit information per decision XV/19 to support its requested change to the data for each of the methyl bromide consumption baseline years.	With respect to the deviation reported in 2005 methyl bromide consumption, the Government of Saudi Arabia indicated that it would seek a baseline change that, if approved, would indicate that its 2005 consumption was in compliance. A detailed report on a request for a baseline change would be submitted at the end of the year. The country requested that it should be allowed to present its case to the 40 th Meeting of the Implementation Committee.	No
Saudi Arabia	Methyl bromide phase-out	Explain a 2005 data deviation.	With respect to the deviation reported in 2005 methyl bromide consumption, the Government of Saudi Arabia indicated that it would seek a baseline change that, if approved, would indicate that its 2005 consumption was in compliance. 2006 data is expected to be reported shortly.	Yes
Serbia, Republic of	Baseline revision request for CTC	Clarify whether it sought to change its reported consumption data for CTC for the baseline year 2000, recalling that requests to change baseline data must be made in accordance with decision XV/19.	The Government of the Republic of Serbia indicated that the previously reported data for 2000 was correct and it does not seek to change the baseline. According to UNEP, the issue seems to be that the reported CTC consumption during the baseline years was in the military sector and based from verbal confirmation without written proof (best estimates). Recently, they found evidence of a small amount of CTC consumption in the civil sector during the baseline years. Adding this small amount of CTC consumption in the civil sector to the already reported CTC consumption in the military sector would not significantly change the baseline and probably not justify the amount of effort and time required to change the baseline. The country also reported that the current CTC consumption is for laboratory use only.	Yes
Serbia, Republic of	CTC phase-out	Submit an explanation of why 2006 data exceeded the 2.8 tonnes requirement for compliance.	Corrected data resulted in CTC consumption of 1.4 ODP tonnes for 2006, placing Serbia in compliance in 2006.	Yes
Serbia, Republic of	Data reporting	Submit outstanding data for Annex B group I to III (1998 and 1999), and Annex E (1995-1998).	Outstanding data was submitted according to the Ozone Secretariat.	Yes
Solomon Islands	Data reporting	Submit 2005 data.	The country reported 2005 A7 data.	Yes
Solomon Islands	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Ozone Secretariat confirmed the established of the licensing system. The Government of Australia reported that the 'Prohibited Import and Export Order' and the 'Restricted Import and Export Order' was drafted and gazetted in mid-2007.	Yes

Annex II

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
Somalia	Halon phase-out	Explain a 2006 data deviation.	The country reported 2006 data which shows a consumption of 18.8 ODP tonnes against a baseline of 17.7 ODP tonnes. The country requested assistance from the Fund to enable compliance but it is not clear that conditions permit for implementing agencies to travel to Somalia at this time. UNEP reported that an action plan has not been prepared due to the institutional problems such as the high turnover of NOU officers and the fact that they are located outside the country.	No
Somalia	Halon phase-out	Submit clarification of the status of its previously submitted halon plan of action, including the regulatory and other measures that the Party would undertake to support its proposed halon consumption reduction benchmarks.	The country submitted a letter requesting assistance from implementing agencies in order to develop measures to support phase-out. UNEP indicated that there was difficulty with respect to institutional arrangements as the NOU keeps changing.	Yes
Somalia	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	UNEP proposed a mission to provide technical assistance, but no licensing system has been established and there has not been an indication that travel restrictions to Somalia have been lifted in order to meet the requirement of providing funding when conditions permit. UNEP indicated that there was difficulty with respect to institutional arrangements as the NOU keeps changing.	Yes (report) No (licensing system)
Tonga	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Australia indicated that the country's ODS Bill is one of four pieces of legislation to be approved in 2006 and was still 4 th in line as of 31 December 2006.	Yes (report) No (licensing system)
Turkmenistan	Baseline revision request for methyl bromide	Submit outstanding information in accordance with decision XV/19.	The Government of Turkmenistan has been requested not to seek funding outside of institutional strengthening from the Multilateral Fund. A7 data indicated zero consumption of MB. Outstanding information was submitted but additional clarifications are required.	Yes (but more clarification sought)
Tuvalu	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	The Government of Australia indicated that draft regulations have been submitted to Parliament for approval. At the 17 th SPREP Meeting in September 2006, the Director of Environment requested assistance on the regulations, in particular, whether they should prepare regulations under the Environment Legislation or the Customs legislation. They have sought further assistance on this issue. UNEP indicated that the Government of Tuvalu expects the licensing system to be established during the fourth quarter of 2007.	Yes (report) No (licensing system)
Uganda	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 data to enable review of commitment to reduce methyl bromide to 4.8 ODP tonnes.	A7 data is consistent with commitments in the plan of action. A project for the complete phase-out of methyl bromide was approved for the country.	Yes
United Arab Emirates	CFC phase-out	Submit an explanation for an apparent 2005 CFC consumption deviation.	The Government of the United Arab Emirates resubmitted data that put it in compliance in 2005.	Yes

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Regulatory Measures Operational
United Arab Emirates	CTC phase-out	<p>Submit information on the uses to which the CTC imported in the baseline years was put, as well as an explanation as to why the Party's reported imports of CTC in 2000 were significantly higher than in preceding years.</p> <p>Submit an explanation of the measures taken to verify the data contained in the reports on imports registered under the Harmonized System code for CTC in each of the baseline years 1998–2000, which accompanied correspondence from the Government of the United Arab Emirates to the Secretariat dated 24 April 2007.</p>	The Government of the United Arab Emirates reported that it had begun investigations with respect to its CTC baseline from the baseline years 1998-2000 and would report to the 40 th Meeting of the Implementation Committee.	No
United Republic of Tanzania	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	Although the country has not reported CP data, the Government of Germany indicated that the Government of the United Republic of Tanzania has still not approved its ODS regulations. The Government of Germany was informed that the process is ongoing and regulations will be approved before the end of the year. UNEP also indicated that the final draft ODS regulations had been submitted to legal consultants for review, after which it would be submitted to the Attorney General's chambers for approval. The NOU was optimistic that regulations would be gazetted by December 2007.	No
Uruguay	Methyl bromide phase-out	Submit 2006 data to enable review of the commitment to reduce methyl bromide to 8.9 ODP tonnes.	CP and A7 data indicated consumption of 8.5 ODP tonnes. A project has been approved for the complete phase-out of methyl bromide.	Yes
Vanuatu	Regulatory measures	Report on the establishment of a licensing system.	No further progress has been made on the establishment of a licensing system.	Yes (report) No (licensing system)
Venezuela	CFC phase-out	Explain a 2006 data deviation.	The country has submitted 2005 A7 data that put it in possible non-compliance. The Government of Venezuela explained that the excess CFC was produced in 2005 for use as feedstock in a future year and the 38 th Meeting of the Implementation Committee will record this reason. A terminal CFC phase-out plan was approved for the country as well as a CFC production closure project.	Yes